

# RAPPORT 2020 SUR LES DROITS DE L'HOMME – BURUNDI

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La République du Burundi est une république constitutionnelle multipartite avec un gouvernement élu. Promulguée en juin 2019, la Constitution de 2018 établit un pouvoir exécutif dirigé par le président, un pouvoir législatif bicaméral et un pouvoir judiciaire indépendant. En mai, les électeurs ont élu le président Évariste Ndayishimiye, les députés (membres de l'Assemblée nationale, chambre basse) et les conseils communaux lors d'élections organisées pendant l'épidémie de COVID-19. Le gouvernement a permis à un grand parti d'opposition d'y participer et de faire campagne. Les élections ont donné lieu à un transfert pacifique du pouvoir mais ont été fortement entachées de signalements généralisés de violations des droits de l'homme perpétrées en premier lieu contre les membres des principaux partis d'opposition. Un grand nombre d'irrégularités ont sapé la crédibilité du processus électoral, qui n'a pas vu la participation d'observateurs internationaux.

La Police nationale du Burundi, qui relève de l'autorité du ministère de la Sécurité publique, est chargée de l'application de la loi et du maintien de l'ordre. Les forces armées, qui relèvent de l'autorité du ministère de la Défense, sont responsables de la sécurité extérieure, mais elles remplissent aussi des responsabilités dans le domaine de la sécurité intérieure. Le Service national de renseignement, qui relève directement du président de la République, a des pouvoirs d'arrestation et de détention. Les Imbonerakure, l'organisation de jeunesse du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie, parti au pouvoir, ne possèdent aucun pouvoir d'arrestation officiel, mais certains membres ont été impliqués dans de nombreuses violations des droits de l'homme ou en ont été responsables. Ils jouaient couramment le rôle des agents de la sûreté de l'État et en tant que tels, ils ont détenu des individus pour les livrer ensuite aux agents des services de sécurité officiels, après avoir, dans certains cas, commis des violations de droits de l'homme. Les autorités civiles n'ont parfois pas assuré un contrôle efficace des forces de sécurité. Des signalements ont fait état de nombreuses exactions par des éléments de ces forces.

Les problèmes importants en matière de droits de l'homme étaient, entre autres, les suivants : exécutions illicites ou arbitraires, y compris des exécutions extrajudiciaires au nom du gouvernement ; disparitions forcées au nom du gouvernement ; torture et châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants au nom du gouvernement ; conditions dures et parfois délétères dans les

prisons ; arrestation ou détention arbitraire ; prisonniers ou détenus politiques ; graves problèmes d'indépendance du système judiciaire ; ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée ; graves restrictions de la liberté d'expression, de la presse et d'internet, y compris violences, menaces de violences, arrestations injustifiées de journalistes, censure, fermetures de sites et existence de lois pénales sanctionnant la diffamation et la calomnie ; atteintes importantes à la liberté de réunion et d'association pacifiques ; graves restrictions de la liberté de circulation ; limites imposées à la participation politique, notamment des élections fortement entachées d'irrégularités en sapant les résultats ; actes de corruption graves et importants ; absence d'enquêtes et de poursuites pénales en matière de violence à l'encontre des femmes ; traite des personnes ; crimes violents à l'encontre de membres de minorités et de personnes atteintes d'albinisme ; et existence ou usage de lois pénalisant les relations sexuelles consenties entre adultes de même sexe.

La réticence de la police et du ministère public à mener des enquêtes et à engager des poursuites dans des affaires de corruption et de violation des droits de l'homme commises par les autorités, et celle des juges à les entendre en temps opportun, a créé un sentiment généralisé d'impunité pour les responsables du gouvernement et du parti au pouvoir ainsi que pour leurs partisans et représentants.

## **Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :**

### **a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques**

De nombreux signalements ont fait état d'exécutions arbitraires ou illégales commises par les pouvoirs publics ou leurs agents, notamment la police, le Service national de renseignement (SNR), des militaires et des Imbonerakure, souvent à l'encontre de personnes perçues comme favorables à l'opposition politique ou de personnes ayant exercé leurs droits légitimes. L'organisation non gouvernementale (ONG) Ligue Iteka, qui est interdite, a poursuivi ses activités depuis l'étranger et avait documenté 205 exécutions extrajudiciaires fin septembre, contre 281 l'année précédente. Bon nombre de ces exécutions auraient été commises par des agents des services de sécurité ou des Imbonerakure. Les évaluations réalisées par la Ligue Iteka et d'autres organisations de défense des droits de l'homme variaient au sujet du nombre d'exécutions extrajudiciaires probablement imputables aux agents de l'État ou au parti au pouvoir. Il était difficile de déterminer les responsables des exécutions arbitraires et de connaître les chiffres précis à cet égard en raison des restrictions imposées par les autorités gouvernementales aux observateurs des

droits de l'homme et aux organisations de la société civile, ainsi que de leur refus d'accorder un accès aux organismes internationaux. Il était rare que des enquêtes soient menées ou que des poursuites soient lancées à l'encontre de responsables gouvernementaux et de membres du parti au pouvoir qui auraient commis des exécutions arbitraires ou illégales. Les enquêtes sur ces exécutions sont de la responsabilité de la Police nationale burundaise, placée sous l'autorité du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique, tandis que les poursuites sont de celles du ministère de la Justice.

Dans son rapport du mois de septembre, la Commission d'enquête des Nations Unies sur le Burundi, dont les membres se sont vu refuser l'entrée dans le pays par les autorités mais ont mené des entretiens en personne ou à distance avec plus de 300 victimes, témoins et autres sources aussi bien dans le pays qu'en exil, a indiqué que les exécutions sommaires et arbitraires se poursuivaient. Même si des cadavres portant des marques de violences continuaient d'être découverts dans des lieux publics, les autorités n'ont fait aucun effort pour découvrir leur identité ou les circonstances de leur décès, ce qui compliquait le travail de consignation des ONG et de la Commission d'enquête. Par ailleurs, cette dernière a signalé de nombreux cas de disparitions et il était difficile de déterminer combien de ces affaires étaient des disparitions forcées plutôt que des exécutions extrajudiciaires. Certaines victimes ont été retrouvées mortes quelques jours après leur disparition avec des blessures indiquant qu'elles avaient été exécutées. Le rapport de la Commission d'enquête a conclu que « la plupart des violations ont été commises par des membres des Imbonerakure, qui agissent seuls ou en coopération avec des responsables administratifs locaux, mais également, comme cela a été constaté par le passé, avec l'appui des agents de la police et du SNR ». La Commission d'enquête a également signalé que « se substituant aux autorités, des Imbonerakure ont tué des personnes accusées de délits et crimes de droit commun, notamment de vol ou de sorcellerie, s'attribuant ainsi le droit de faire et de rendre justice. » En général, les victimes étaient perçues comme des opposants au gouvernement ou au parti au pouvoir, ou encore, et surtout, des membres du Congrès national pour la liberté (CNL), nouveau parti politique d'opposition enregistré en février. Certains organes de presse ont signalé que des Burundais revenus au pays après avoir cherché refuge à l'étranger avaient également été ciblés, tout comme de jeunes hommes qui s'étaient rendus à l'étranger, accusés d'appartenir à des groupes d'opposition armés ou de les soutenir. Tout comme les années précédentes, le rapport de la Commission d'enquête indiquait qu'il y avait des raisons de penser que les exactions commises par les autorités burundaises constituaient des crimes contre l'humanité.

Selon le rapport de la Commission d'enquête, lors de la période électorale, de nombreux membres du CNL, principal parti d'opposition, ont été exécutés en guise de représailles pour des activités politiques légitimes. Des affrontements violents entre les Imbonerakure et des membres du CNL ont fait des morts et des blessés des deux côtés, mais la responsabilité principale en revenait aux Imbonerakure, souvent avec l'accord tacite de la police et des autorités locales.

Selon un rapport de l'ONG Ligue Iteka, Bosco Ngabirano, membre du CNL, a été tué par un groupe d'Imbonerakure le 29 mars dans la commune de Ryansoro, dans la province de Gitega. Le rapport indiquait que Seconde Ndayisenga, administrateur de la commune, avait commandité l'exécution. M. Ngabirano a été tué à la machette et sa langue a été coupée. Il a été enterré le 1<sup>er</sup> avril à la demande de l'administrateur de la commune et du gouverneur de Gitega en l'absence de sa famille, qui a demandé avant son enterrement une enquête sur son exécution. En novembre, aucune enquête n'avait été lancée par les autorités.

Le 17 septembre, le groupe rebelle RED-Tabara a revendiqué une série d'attentats dans les provinces de Bujumbura rural, Rumonge, Kayanza et Bururi qui, d'après le porte-parole du mouvement, auraient fait 28 victimes parmi les forces de sécurité (police et armée), 15 parmi les Imbonerakure, et six au sein du groupe rebelle. Les administrations locales ont attribué l'attentat à des « groupes armés non identifiés qui [voulent] perturber la sécurité » du pays.

Au 21 septembre, au moins 29 attentats à la grenade s'étaient produits dans l'ensemble du pays, faisant au moins 17 morts et 69 blessés. Bien que le nombre d'attentats ait été légèrement plus bas que l'année précédente, le nombre de morts et de blessés a augmenté. Il était souvent difficile d'en identifier les auteurs et d'en déterminer leurs motifs. Si certaines attaques avaient apparemment des motivations politiques et ciblaient spécifiquement des membres des partis politiques, de la police et des services de sécurité, d'autres étaient vraisemblablement des vengeances personnelles ou des vendettas commerciales.

À la suite des élections, le président Ndayishimiye a fait des efforts pour endiguer la violence et engager les jeunes Burundais dans des efforts économiques positifs, notamment avec la création d'une initiative visant à réduire le chômage des jeunes et en mettant en place une banque fournissant des prêts aux jeunes entrepreneurs.

Le 28 décembre se sont tenus le premier procès et la première condamnation à l'encontre d'un élément des Imbonerakure de haut niveau. L'ex-vice-président de la section de Gitega des Imbonerakure, Aimé Irambona, a été condamné à quatre

ans de prison pour meurtre avec préméditation dans l'affaire du meurtre d'un ouvrier qui avait volé des objets chez lui. Cinq autres prévenus ont également été poursuivis dans l'affaire et ont été condamnés à des peines allant de 18 mois de prison à la réclusion à perpétuité. Aimé Irambona est un membre de la famille proche du président Ndayishimiye et a été poursuivi par le gouvernement nouvellement élu bien qu'il soit membre de l'organisation de jeunesse du parti au pouvoir, qui jouit en général d'impunité pour ses actions, y compris des mesures d'intimidation par la violence.

## **b. Disparitions**

De nombreux rapports ont signalé que des victimes de disparitions motivées par des raisons politiques après avoir été détenues par des éléments des forces de sécurité ou enlevées par des ravisseurs dont l'identité n'était pas établie. La Commission d'enquête a noté que certaines victimes associées à l'opposition ou sans affiliation politique disparaissaient après avoir refusé de rejoindre le parti politique au pouvoir ou les Imbonerakure. Une victime était souvent vue pour la dernière fois au moment de son enlèvement par les Imbonerakure ou le SNR. Deux ONG, la Ligue Iteka et SOS Burundi, signalaient régulièrement des disparitions, dont on comprenait parfois, à la découverte des cadavres, qu'il s'agissait d'exécutions extrajudiciaires. À mi-septembre, la Ligue Iteka avait consigné 30 disparitions, contre 35 l'année précédente. 6 d'entre elles étaient liées aux Imbonerakure, 2 à la police, 16 au SNR, 1 à l'armée et 5 à des personnes non identifiées. Un manque d'accès à des rapports fiables, en partie en raison des restrictions imposées à la société civile, limitait la capacité des organisations de défense des droits de l'homme et des chercheurs à recueillir des données complètes. Il a également été fait état de disparitions de personnes de retour d'exil. Il n'a pas été signalé de mesures prises pour prévenir ou sanctionner de tels actes ou enquêter à leur sujet.

Le 3 avril, sous les ordres du Major Gilbert Manirakiza, responsable du renseignement militaire au camp de Mabanda, des officiers militaires ont enlevé un ex-FAB (Forces armées burundaises), Côme Niyongabo. La famille de ce dernier ne parvenait pas à le localiser et l'armée niait le détenir.

## **c. Torture et autres châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants**

Bien que la loi et la Constitution interdisent ces pratiques, de nombreux signalements ont fait état de cas où des responsables gouvernementaux y ont eu

recours. Des ONG ont signalé des cas de torture commis par les services de sécurité ou des Imbonerakure. En septembre, la Ligue Iteka avait signalé 103 cas de torture, contre 201 l'année précédente, dont 70 aux mains des Imbonerakure, 8 de la police, 5 des membres des autorités locales et 20 du SNR. Selon Human Rights Watch, des réfugiés burundais dans d'autres pays ont témoigné qu'ils avaient fui le pays après qu'eux-mêmes ou leurs proches ont été victimes de violences, dont viols, tortures et détentions illégales commis par des Imbonerakure. La presse a signalé tout au long de l'année que des membres du CNL avaient été arrêtés, menacés, passés à tabac, torturés ou victimes de plusieurs de ces actes aux mains des Imbonerakure.

Le rapport de la Commission d'enquête a conclu que les actes de torture persistaient, notamment les violences sexuelles et sexistes principalement à l'encontre des femmes et des filles, mais également des hommes. Ces violences visaient à intimider, contrôler, réprimer ou punir des hommes et des femmes pour leur opinions politiques présumées ou effectives, leur refus de rejoindre le parti au pouvoir ou leurs liens avec un mouvement armé. Selon la Commission d'enquête, les victimes étaient passées à tabac, recevaient des coups de pied ou étaient frappées à coups de bâton ou de matraque, tandis que d'autres étaient blessées avec des objets tranchants.

Le rapport établissait un lien entre les actes de torture et des Imbonerakure, qui agissaient souvent seuls, mais parfois de concert avec des policiers ou des fonctionnaires de l'administration locale, ou avec leur aval. Les Imbonerakure étaient régulièrement déployés pour se substituer aux forces de sécurité ou les remplacer, surtout dans les zones rurales, à la demande ou avec le consentement de hauts responsables du SNR, de la police, du cabinet présidentiel et des autorités locales.

Le 1<sup>er</sup> mars, à Gisuru, dans la province de Ruyigi, des Imbonerakure ont passé à tabac Pascal Bizumuremyi, policier et député du CNL. Ils tentaient d'empêcher des membres du CNL d'ouvrir des bureaux dans la région. Ils ont été arrêtés, puis relâchés quelques jours plus tard sans être inculpés.

Il était rarement fait état d'enquêtes ou de poursuites en cas de violations graves des droits de l'homme. L'ampleur de l'impunité constituait un grave problème au sein des forces de sécurité et chez leurs représentants, en particulier chez les Imbonerakure. Le recours à ces derniers par le parti au pouvoir pour réprimer l'opposition politique représentait l'un des facteurs qui contribuaient à cette impunité. Il n'existait pas de mécanismes importants d'enquête en matière de

violations des droits de l'homme. Le rapport de la Commission d'enquête indiquait que les Imbonerakure « jouiss[ai]ent d'une grande liberté d'action conférée par les autorités burundaises, qui ont les moyens de les contrôler, ainsi que d'une impunité quasi totale ».

Le Rapport du Secrétaire général sur la mission d'évaluation stratégique sur les activités de l'ONU relatives au Burundi a noté qu'« en juillet et août 2020, le Gouvernement a pris des mesures notables pour lutter contre l'impunité. Il a arrêté et poursuivi des membres des Imbonerakure, des policiers de rang supérieur et des agents de l'administration locale pour extorsion et autres infractions pénales, renforçant ainsi l'optimisme prudent de la société civile et des acteurs politiques quant aux changements que la nouvelle administration apporterait. Toutefois, l'opinion dominante exprimée par plusieurs parties prenantes durant la mission est que le Burundi doit faire davantage pour s'acquitter de ses obligations internationales en matière de droits humains. »

Selon le portail en ligne *Déontologie en missions de terrain*, il existait sept allégations en cours d'examen enregistrées les années précédentes pour exploitation et exactions sexuelles aux mains de soldats de la paix burundais déployés lors de missions de maintien de la paix de l'ONU, dont deux datant de 2019, une de 2018, deux de 2017, une de 2016 et une de 2015. En septembre, le gouvernement n'avait pas annoncé de mesures visant à établir la responsabilité dans les sept affaires toujours ouvertes. Quatre parmi elles concernaient des allégations de relations d'exploitation avec un adulte, de rapport sexuel monnayé avec un adulte, de viol sur mineur et de tentative d'obtenir un rapport sexuel monnayé de la part de deux adultes par deux soldats de la paix. Les trois autres affaires en cours concernaient plusieurs accusations. L'une d'entre elles concernait le viol d'un adulte, un rapport sexuel monnayé avec un adulte et deux viols d'un adulte par deux soldats de la paix. Une autre concernait des allégations de viol de deux adultes, d'exploitation sexuelle de deux adultes, de relations sexuelles avec un mineur et de rapport sexuel monnayé avec un adulte. Enfin, la troisième affaire concernait deux allégations d'activité sexuelles avec un enfant.

### **Conditions dans les prisons et les centres de détention**

Les prisons étaient surpeuplées, et les conditions carcérales sont restées très dures et parfois délétères. Les conditions dans les centres de détention administrés par le SNR et dans les cachots communaux administrés par la police étaient en général pires que dans les prisons. Par ailleurs, selon certaines allégations, la police et des membres du SNR commettaient des actes de torture sur les détenus, les passaient à

tabac et les maltrahaient. La commission d'enquête et plusieurs autres organisations crédibles ont également continué de signaler que le SNR, la police, de hauts fonctionnaires du gouvernement et d'autres organismes de sécurité disposaient de locaux de détention clandestins auxquels aucun observateur indépendant n'avait accès.

Conditions matérielles : La surpopulation carcérale extrême constituait un problème grave. Selon la Direction générale des affaires pénitentiaires, en août, 12 109 personnes, dont 5 168 en attente de procès, étaient détenues dans 13 prisons qui, pour leur majorité, avaient été construites avant 1965 avec une capacité d'accueil de 4 194 détenus. Sur ces 12 109 détenus, 646 étaient des femmes et 144 des mineurs. Les autorités détenaient 144 mineurs, dont 129 reconnus coupables et 15 en détention préventive, dans deux établissements de rééducation pour mineurs. Ces mineurs étaient autorisés à participer à des activités de loisirs et bénéficiaient d'un soutien psychosocial et d'une préparation en vue de leur réinsertion future dans leur famille et leur communauté. On comptait en outre 87 nourrissons et jeunes enfants vivant avec leur mère, incarcérées. Les prisons les plus surpeuplées étaient celles de Muramvya, à environ 50 km de Bujumbura, où la population carcérale atteignait 771 % de sa capacité d'accueil, et celle de Mpimba, à Bujumbura, où la population s'élevait à 552 % de sa capacité d'accueil. On ne disposait pas d'informations sur le nombre des personnes détenues dans les centres de détention secrets administrés par le SNR ou dans les cachots communaux administrés par la police. Il y avait une prison pour femmes à Ngozi. Les prisonniers en détention préventive étaient fréquemment incarcérés avec des détenus condamnés. Certains rapports ont signalé des cas de mauvais traitements physiques par des fonctionnaires de l'État, de manque de soins médicaux appropriés et d'isolement cellulaire prolongé.

Les prisons n'avaient pas d'installations sanitaires adéquates (toilettes et salles de bain), d'eau potable, ni de systèmes d'aération ou d'éclairage. Les prisons et les centres de détention ne disposaient pas d'hébergements pour les personnes en situation de handicap.

Selon des responsables gouvernementaux et des observateurs internationaux de la situation des droits de l'homme, de nombreux prisonniers souffraient de maladies intestinales et du paludisme. Nombreux étaient ceux qui mourait de maladies. Selon la presse, des prisonniers présentaient des symptômes de la COVID-19 et certains en sont décédés, surtout à la prison centrale de Mpimba à Bujumbura et à celle de Ngozi. Aucune information officielle n'était disponible sur les cas de COVID-19 dans les établissements carcéraux. Les autorités ont pris des mesures

pour éviter la propagation du virus, notamment en suspendant les visites dans l'ensemble des prisons après le 1<sup>er</sup> avril, mais les prisonniers pouvaient continuer de recevoir des produits de première nécessité, comme de la nourriture, de la part de leurs proches. Le Comité international de la Croix-Rouge a fourni une assistance aux autorités carcérales pour la construction de zones de quarantaine dans les prisons au cours de la pandémie de COVID-19.

Chaque prisonnier recevait une ration quotidienne de 350 grammes environ de manioc et 350 grammes de haricots, qui comprenait aussi certains jours de l'huile et du sel. Les autorités comptaient sur les familles et les amis des détenus pour leur donner de l'argent pour toutes les autres dépenses. Bien que chaque prison ait été tenue d'employer au moins un infirmier qualifié et de recevoir la visite d'un médecin au moins une fois par semaine, les prisonniers n'ont pas toujours eu rapidement accès à des soins médicaux. Les détenus se trouvant dans un état grave étaient transférés dans des hôpitaux locaux. L'ONG interdite Action des chrétiens pour l'abolition de la torture-Burundi (ACAT-Burundi) a fait état d'un manque de médicaments dans les infirmeries des prisons et que les prisonniers, surtout ceux qui étaient détenus pour des raisons politiques, avaient du mal à obtenir la permission de recevoir un traitement dans un hôpital à l'extérieur de la prison, et que ceux qui y parvenaient en sortaient avant d'être complètement remis.

Administration : Les autorités carcérales autorisaient les prisonniers à déposer des plaintes auprès des autorités judiciaires sans être censurés ; toutefois, ces dernières ont rarement donné suite. Des signalements crédibles ont fait état de mauvais traitements infligés aux détenus, mais rien n'indiquait que les auteurs aient eu à répondre de leurs actes ou aient été punis.

Surveillance indépendante : Le gouvernement a autorisé certains observateurs non gouvernementaux indépendants à effectuer une surveillance.

Il a autorisé les visites demandées par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'Union africaine et la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH). Les inspecteurs se sont rendus régulièrement dans les prisons officielles connues, les cachots communaux et les centres de détention connus du SNR. Les groupes de surveillance ont eu un accès libre et total aux prisonniers incarcérés dans les centres de détention connus, mais ils n'ont pas pu visiter les sites de détention clandestins du SNR.

#### **d. Arrestations ou détentions arbitraires**

La Constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires et accordent à toute personne le droit de contester la légalité de son arrestation ou de sa détention au tribunal, mais le gouvernement n'a pas respecté ces interdictions.

### **Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention**

Pour procéder à une arrestation, la police doit avoir un mandat émis par un magistrat en fonction mais elle peut aussi le faire sans mandat en notifiant un superviseur de la police au préalable. Les policiers disposent de sept jours pour conclure leur enquête et présenter des preuves à un magistrat, mais ils peuvent demander une prorogation de sept jours de ce délai pour poursuivre leur enquête. La police a rarement respecté ces dispositions.

Un magistrat peut ordonner la libération de suspects ou confirmer les chefs d'accusation qui leur sont imputés et prolonger leur détention, d'abord de 14 jours, puis de sept jours supplémentaires si cela est nécessaire pour l'instruction du dossier en vue du procès. Les magistrats se sont régulièrement dispensés d'organiser des audiences préliminaires, alléguant souvent du grand nombre d'affaires en attente ou de la documentation incomplète fournie par la police. Les autorités reconnaissaient que le système juridique peinait à traiter les affaires en temps opportun et que de longues périodes de détention préventive étaient monnaie courante.

L'absence de moyens de transport pour les suspects, les policiers et les magistrats était une raison souvent invoquée pour expliquer l'absence d'audiences préliminaires. Cela posait un problème particulier dans les huit provinces non dotées de prisons, où le manque de moyens de transport empêchait le transfert des suspects depuis leur lieu de détention jusqu'à un tribunal provincial compétent.

Les juges peuvent libérer des suspects sous caution mais l'ont rarement fait. En revanche, ils l'ont souvent fait sous engagement. Les suspects ont le droit de se faire représenter par un avocat, à leurs frais, dans les affaires pénales, mais la loi ne l'exige pas et les pouvoirs publics n'ont pas commis d'avocat d'office pour les indigents. Les détenus sans moyens avaient rarement accès à un avocat. Le SNR a refusé à des avocats l'accès à des détenus incarcérés dans les locaux de son quartier général à Bujumbura. Les prisons disposent de locaux d'incarcération en régime cellulaire et les détenus y étaient parfois maintenus durant de longues périodes.

Arrestations arbitraires : La loi prévoit une amende symbolique et une peine de prison de 15 jours à un an pour tout membre des forces de sécurité déclaré coupable d'implication dans une arrestation arbitraire. Rien n'indiquait que cette loi était appliquée. Les groupes de défense des droits de l'homme ont signalé de nombreux cas d'arrestations et de détentions arbitraires, dont certains impliquaient des Imbonerakure. Le rapport de la Commission d'enquête a décrit un phénomène d'arrestations et de détentions arbitraires mais n'a pas fourni de chiffres. En septembre, la Ligue Iteka avait consigné 916 arrestations arbitraires, contre 598 l'année précédente, dont 154 par les Imbonerakure, 589 par la police, 39 par l'armée, 81 par des responsables des autorités locales et 53 par le SNR. Les autorités ciblaient surtout les membres du CNL et leurs partisans, qui représentaient 409 arrestations. Elles ont également arrêté des membres d'autres partis d'opposition en relation avec des activités politiques légitimes. Elles les accusaient souvent, ainsi que des membres du CNL, d'organiser des « réunions illégales » ou d'y participer, ou de tenter de « perturber l'élection ». Elles ont arrêté certains membres de l'opposition qui s'étaient battus avec des Imbonerakure qui tentaient de perturber leurs rassemblements électoraux d'opposition. Elles ont parfois arrêté les membres des familles des responsables du CNL ou de partis politiques d'opposition qu'elles ne pouvaient pas localiser.

Selon le rapport de la Commission d'enquête, la plupart des arrestations étaient arbitraires car menées en toute illégalité, sur des motifs vagues, ou sans respecter la procédure judiciaire établie, par exemple quand elles sont effectuées par les Imbonerakure ou les autorités administratives locales, qui ne sont pas autorisés à procéder à des arrestations, sauf en cas de flagrant délit.

Le 4 mai, à Giheta, dans la province de Gitega, le directeur de l'hôpital de Kibimba, Samson Gahungu, a été arrêté par Alexis Manirakiza, administrateur local de la commune. M. Gahungu était accusé d'avoir déchiré une photo affichée à l'entrée de l'hôpital d'Évariste Ndayishimiye, à l'époque candidat à l'élection présidentielle du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD).

Le 10 juillet, Térance Mushano, vice-président de l'organisation de la société civile AC-Génocide Cirimoso, a été arrêté avec des reporters du groupe de presse *Iwacu* avant un entretien sur la commémoration du 25<sup>e</sup> anniversaire du massacre des étudiants à l'Université du Burundi. Ils ont été arrêtés pour avoir prévu un entretien dans le périmètre de l'aéroport sans autorisation préalable. Les journalistes d'*Iwacu* ont été relâchés quelques heures plus tard, mais M. Mushano a été transféré dans un centre de détention de la police judiciaire où il a été accusé

d'« atteinte à la sécurité publique ». Il a été relâché temporairement sur engagement personnel le 15 juillet dans l'attente de son procès à une date ultérieure.

En mai 2019, le dirigeant dûment élu de l'Église adventiste du Burundi, le pasteur Lameck Barishinga, et l'administrateur de l'Église, le pasteur Lambert Ntiguma, ont été arrêtés à l'aéroport international de Bujumbura alors qu'ils tentaient de s'envoler pour Nairobi pour participer à une réunion du comité exécutif de la division Afrique centrale et de l'Est de l'Église adventiste du Septième-Jour. Ils n'ont pas été inculpés et demeuraient en prison.

Détention préventive : Les détentions préventives prolongées ont continué de poser un grave problème. La loi dispose que les autorités ne peuvent garder une personne en détention plus de 14 jours sans l'inculper. Cependant, selon le directeur de l'administration pénitentiaire, en août, 43 % des personnes dans les prisons et les centres de détention étaient en détention préventive. Les autorités détenaient certains suspects sans les inculper officiellement. Si, selon la Direction générale des affaires pénitentiaires, le temps moyen de détention préventive était d'environ un an, certaines personnes sont restées en détention préventive près de cinq ans. Dans certains cas, la durée de cette détention égalait ou dépassait celle de la peine infligée pour l'infraction reprochée. L'inefficacité et la corruption de la police, des procureurs et des responsables judiciaires contribuaient au problème. C'est ainsi, par exemple, que les autorités ont privé de nombreuses personnes de leur droit à la remise en liberté sur engagement personnel, parce que le ministère public n'avait pas ouvert de dossier ou que le dossier avait été égaré. D'autres personnes sont restées incarcérées sans mandat d'arrêt dûment établi, soit parce que la police n'avait ni terminé l'enquête initiale, ni transmis le dossier au magistrat compétent, soit parce que le magistrat n'avait pas convoqué l'audience requise pour se prononcer sur les accusations.

Possibilité pour un détenu de contester la légalité de sa détention devant un tribunal : La loi dispose que les personnes arrêtées ou détenues ont le droit de contester le fondement juridique de leur détention, d'exciper de sa nature arbitraire et d'obtenir une prompte remise en liberté s'il s'avère qu'elles ont été détenues illégalement. Il n'existe cependant aucun document indiquant qu'une personne soit parvenue à le faire.

#### **e. Dénier de procès public et équitable**

De graves irrégularités ont entaché l'équité et la crédibilité des procès. Bien que la Constitution et la loi prévoient l'indépendance du pouvoir judiciaire, il y a eu des cas où des membres de l'appareil judiciaire ont accepté des pots-de-vin ou ont été influencés par le pouvoir politique pour suspendre des enquêtes et des poursuites, déterminer d'avance l'issue d'un procès ou ne pas exécuter les décisions des tribunaux. Selon la Commission d'enquête, il était rare que les règles de procédure pénale soient observées. Des opposants politiques étaient régulièrement arrêtés sans mandat, les détentions préventives étaient prolongées illégalement et les juges se servaient d'aveux obtenus sous la torture pour condamner des accusés.

Le rapport de la Commission d'enquête indiquait que le judiciaire continuait de servir d'outil de répression politique et était biaisé en faveur du CNDD-FDD. Les Imbonerakure qui prenaient part aux affrontements avec des membres du CNL étaient rarement poursuivis et sanctionnés. Le ministère de la Sécurité publique, sans mener d'enquêtes, dénonçait systématiquement les membres du CNL comme responsables de « 90 % » de ces incidents. Il était allégué que le ministère public aurait délibérément fait la sourde oreille aux appels l'exhortant à enquêter sur de hauts responsables des services de sécurité et de la police nationale. Le ministère public et les membres des services de sécurité passaient parfois outre les ordonnances des tribunaux pour la libération de détenus après que les juges ont décidé qu'il n'existait pas de motif légal pour les maintenir en détention.

### **Procédures applicables au déroulement des procès**

En vertu de la loi, les accusés bénéficient de la présomption d'innocence. Des collèges de juges conduisent les procès en public. Les accusés ont le droit d'être informés dans les plus brefs délais et d'une manière détaillée des chefs d'accusation retenus contre eux et de bénéficier gratuitement des services d'un interprète en cas de besoin depuis leur mise en accusation jusqu'à l'épuisement des voies de recours ; toutefois, ces droits n'ont pas toujours été respectés. Les accusés ont droit à un procès équitable dans un délai raisonnable et celui de disposer du temps et des locaux nécessaires à la préparation de leur défense, mais cela n'a pas toujours été le cas. Les accusés ont le droit d'avoir un avocat, mais pas aux frais de l'État, même dans les cas d'accusations d'infractions pénales graves. Peu d'accusés ont été représentés par des avocats, car rares étaient ceux qui avaient les moyens de retenir les services de ceux-ci. Quelques ONG locales et internationales ont fourni une aide juridique à certains d'entre eux. Les accusés ont le droit de se défendre eux-mêmes, y compris en interrogeant les témoins à charge, en faisant comparaître leurs propres témoins et en examinant les preuves détenues contre eux. Ils peuvent aussi fournir leurs propres éléments de preuve et l'ont fait dans la

majorité des cas. Les accusés ont le droit de ne pas être obligés de témoigner ou d'avouer leur culpabilité. La loi accorde ces droits à tous les citoyens.

Tous les accusés, à l'exception de ceux jugés par des tribunaux militaires, ont le droit d'interjeter appel auprès de la Cour suprême. Toutefois, l'inefficacité de l'appareil judiciaire allongeait considérablement la durée de la procédure d'appel, de plus d'un an dans de nombreux cas.

Les procédures sont semblables dans les tribunaux civils et militaires, mais, en général, les tribunaux militaires prenaient des décisions plus rapidement. L'État ne fournit pas d'avocats aux accusés militaires pour les aider à se défendre, mais des ONG en fournissaient à certains accusés pour des affaires concernant de graves accusations. En général, les procès militaires étaient ouverts au public, mais ils peuvent se tenir à huis clos lorsque les circonstances l'exigent, notamment pour des raisons de sécurité nationale ou lorsque la publicité risquerait de nuire à la victime ou à un tiers, comme dans les cas de viol ou de maltraitance d'enfants. Dans les tribunaux militaires, les accusés ont le droit de faire appel une seule fois.

Bien que bon nombre des droits énoncés ci-dessus aient souvent été enfreints, aucun n'a été systématiquement refusé à des personnes issues de groupes spécifiques.

Le 9 août, le tribunal de grande instance de Kayanza a condamné Augustin Manirishura, Christophe Ndayishimiye et Chadia Mbaririmana à 30 ans de prison pour tentative d'attentat contre le chef de l'État. Ils ont été arrêtés après des jets de pierre sur le cortège de véhicules du président Ndayishimiye. Les trois accusés n'ont pas eu accès à des avocats pendant leur procès, parce que celui-ci s'est tenu dans les trois jours qui ont suivi l'incident et qu'ils ne pouvaient pas se permettre les services d'avocats. Le procureur les a d'abord inculpés pour « manquement à la sécurité publique et ne pas avoir alerté les services concernés que la sécurité du chef de l'État était en danger », requérant une peine de sept ans de prison. Lors du jugement, le juge a annoncé que la cour avait requalifié les faits d'attentat et de complot contre le chef de l'État sans donner d'explications supplémentaires. Selon les médias, la condamnation avait des motivations politiques.

En août, Dieudonné Nsengiyumva, ex-représentant des Imbonerakure à Nyabihanga, dans la province de Mwaro, et Boris Bukeyenzeza, membre actuel des Imbonerakure dans la même commune, ont été condamnés par le tribunal de grande instance de Mwaro à 15 ans de prison pour le meurtre de Richard Havyarimana, membre du CNL, parti d'opposition.

## Prisonniers et détenus politiques

Il n'existait pas de chiffres vérifiables quant au nombre de prisonniers ou de détenus politiques ; les estimations des groupes de défense des droits de l'homme allaient de quelques centaines à jusqu'à 4 000. Un grand nombre des exemples cités dans la section 1.d., Arrestations ou détentions arbitraires, pouvaient être reconnus comme des prisonniers ou détenus politiques. Le gouvernement a nié incarcérer des personnes pour des raisons politiques, faisant au contraire référence à des actes contre la sécurité de l'État, à la participation à une rébellion ou à des incitations à l'insurrection. Les organisations de défense des droits de l'homme affirmaient que ces accusations servaient souvent de prétexte pour réprimer les membres des partis d'opposition et les défenseurs des droits de l'homme. Tout au long de l'année, il s'est régulièrement produit des arrestations et détentions de membres des partis politiques de l'opposition, principalement du CNL mais également d'autres partis, comme l'Union pour la paix et la démocratie – Zigamibanga. D'autres, principalement de jeunes hommes, ont été arrêtés ou détenus, soupçonnés d'avoir coopéré avec des groupes rebelles armés. Bien souvent, les prisonniers politiques présumés restaient en détention préventive ; dans d'autres cas, ils étaient relâchés sans explication ou, plus fréquemment, après s'être acquittés d'une amende.

Le 2 octobre, les autorités ont arrêté un ancien député indépendant, Fabien Banciryano, alors qu'il donnait une conférence de presse chez lui, à Bujumbura. Il a été mis en examen pour atteinte à la sécurité de l'État, dénonciation calomnieuse et rébellion. En février, il a invoqué de nombreuses violations des droits de l'homme pour voter contre une loi qui visait à donner au président de l'époque, Pierre Nkurunziza, le titre officiel de « Guide suprême du patriotisme ». Il demeurait en détention.

En 2017, Germain Rukuki, ancien employé de l'ONG interdite Action des chrétiens pour l'abolition de la torture-Burundi, a été arrêté par des agents du SNR puis transféré à la prison de Ngozi. Il a été accusé d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État et de rébellion. Des organisations internationales et locales de défense des droits de l'homme ont affirmé que la nature de sa détention et les chefs d'accusation portés contre lui revêtaient des motivations politiques. Rukuki a été jugé coupable en 2018 et condamné à 32 ans d'emprisonnement, condamnation dont il a fait appel. En juillet 2019, sa condamnation a été confirmée par la cour d'appel de Bujumbura. Le 30 juin, la Cour suprême a cassé l'arrêt de la cour d'appel, estimant qu'il s'agissait d'une « violation de ses droits civils et

politiques ». Elle a renvoyé le procès devant une nouvelle cour d'appel, mais en novembre, aucune date n'avait été fixée.

Amnistie : Le 30 janvier, quatre journalistes d'Iwacu ont été condamnés à deux ans et demi de prison pour « tentative impossible de complicité d'atteinte à la sûreté de l'État ». Human Rights Watch a qualifié l'arrestation de « message destiné à intimider et menacer les autres journalistes afin de les dissuader de faire leur travail ». Le 24 décembre, ils ont bénéficié d'une grâce accordée par le président Ndayishimiye et ont été libérés le jour-même.

### **Représailles à motivation politique contre des personnes se trouvant à l'extérieur du pays**

Selon des signalements crédibles, le gouvernement a tenté d'utiliser des outils internationaux de répression pour mener des représailles à motivation politique contre certaines personnes se trouvant à l'extérieur du pays. Human Rights Watch a affirmé que les autorités burundaises ont coopéré avec des responsables tanzaniens pour arrêter, torturer, rapatrier de force et détenir sans inculpation des réfugiés et demandeurs d'asile vivant en Tanzanie, les accusant « d'essayer de déstabiliser le Burundi ».

### **Procédures et recours judiciaires au civil**

Les particuliers et les organisations peuvent déposer des recours civils en cas de violations des droits de l'homme et ont le droit de se pourvoir en appel devant une cour régionale ou internationale. En 2016, cinq organisations de la société civile fermées par les autorités ont contesté cette décision devant la Cour de justice de l'Afrique de l'Est. En septembre, les affaires étaient toujours en cours.

### **Restitution de biens**

À la suite des violences et de la répression, de la peur, de la faim, de l'insécurité, des abus et des graves difficultés économiques au lendemain de la crise politique de 2015 et des mauvaises récoltes au début de 2017, plus de 420 000 Burundais ont fui vers des pays voisins, principalement la Tanzanie. Il a été rapporté que, depuis 2015, des responsables gouvernementaux et des particuliers s'étaient emparés de terres légalement occupées par des réfugiés qui avaient quitté le pays ou leur appartenant, ce qui a compliqué la réinsertion de certains de ceux qui sont rentrés au pays pendant l'année. Certains rapatriés ont également retrouvé leurs maisons détruites, soit à cause des intempéries soit en raison d'actes de destruction

intentionnels. Toutefois, en général, les responsables gouvernementaux ont empêché l'occupation par des tiers de terres appartenant à des réfugiés.

#### **f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance**

La Constitution et la loi prévoient le droit au respect de la vie privée et exigent des mandats de perquisition, mais les autorités n'ont pas toujours respecté ces droits. Une loi de 2018 prévoit des perquisitions sans mandat si les services de sécurité soupçonnent des actes de terrorisme ou de fraude, la traite des personnes, la possession illégale d'armes, le trafic ou la consommation de stupéfiants ou des « infractions de nature sexuelle ». Aux termes de cette législation, les services de sécurité doivent avertir au préalable le ministère public de ces perquisitions sans mandat mais ils n'ont pas besoin d'autorisation. Les organisations de défense des droits de l'homme se sont inquiétées de ce que l'étendue des exceptions à l'obligation d'obtenir un mandat de perquisition et l'absence de protections prévues par la loi engendraient des risques d'abus. Elles ont également remarqué qu'aux termes de la loi, le ministère public était autorisé à délivrer un mandat de perquisition sans consulter une autorité judiciaire, ce qui limitait le contrôle de la police et des procureurs par le pouvoir judiciaire.

La police, des agents du SNR et des Imbonerakure, agissant parfois en qualité de comités de sécurité mixtes, ont érigé des barrages routiers et perquisitionné les véhicules. Les membres des forces de sécurité ont également exigé des pots-de-vin dans de nombreux cas, soit au cours des perquisitions, soit pour éviter une perquisition. Pendant toute l'année, ils ont mené des opérations de fouille et de saisie, le nombre de ces opérations augmentant durant les semaines précédant les élections. Au cours de ces opérations de fouille, les agents de la sécurité ont saisi des armes et des articles ménagers dont ils prétendaient qu'ils pouvaient servir à approvisionner une rébellion.

Certains organes de presse ont rapporté que leurs sites Web et leurs pages sur les réseaux sociaux avaient été bloqués ou étaient inaccessibles au grand public.

### **Section 2. Respect des libertés civiles, notamment :**

#### **a. Liberté d'expression, notamment pour la presse**

La Constitution et la loi garantissent la liberté d'expression et la liberté de la presse mais interdisent les propos « diffamatoires » à l'égard du président et d'autres hauts

fonctionnaires, le contenu dont on estime qu'il met en danger la sécurité nationale et les propos haineux de nature raciale ou ethnique. D'autres restrictions imposées en 2015 ont perduré et visé les médias, notamment ceux critiques des pouvoirs publics ou de la situation des droits de l'homme dans le pays. Les réseaux sociaux, principalement Twitter et WhatsApp, ont fait office de sources d'information, se substituant souvent aux organes d'information traditionnels.

Liberté d'expression : La loi protège les fonctionnaires et le président contre les « paroles, gestes, menaces ou écrits quelconques » de caractère « injurieux ou diffamatoire » ou de nature à « porter atteinte à la dignité ou au respect de la fonction dont ils sont investis ». La loi interdit également de tenir des propos motivés par la haine raciale ou ethnique. L'outrage au chef de l'État est sanctionné par une peine de prison de six mois à cinq ans assortie d'une amende symbolique. Certains journalistes, avocats, salariés d'ONG et dirigeants de partis politiques et de la société civile ont déclaré que le gouvernement utilisait la loi pour les intimider et les harceler.

Liberté de la presse et des médias, y compris les médias en ligne : L'État était propriétaire et administrateur de quotidiens et d'une chaîne de radio-télévision. Le CNDD-FDD administrait une station de radio alignée sur le gouvernement. Les médias indépendants existaient, mais avec des restrictions. Radio Isanganiro était la plus grande station de radio indépendante du pays. *Iwacu*, journal indépendant généralement critique du gouvernement et de ses politiques, a continué de publier des articles en français et en anglais malgré le harcèlement du gouvernement.

En novembre 2019, le Conseil national de la communication (CNC) a suspendu *Nawe*, chaîne de télévision en ligne de Nawe.bi, et bloqué la page de commentaires de son site Web pour exploitation sans licence. Le 12 août, le CNC a retiré sa licence à Nawe.bi parce que le site continuait à administrer sa chaîne de télévision. Le même jour, il a également suspendu la licence d'Itara Burundi, alléguant de l'absence d'un responsable des médias et d'une adresse physique dans le pays.

En 2017, le CNC a annoncé sa décision de retirer les agréments de Radio Bonesha, Radio Publique Africaine (RPA) et Radio/Télévision Renaissance pour violation de leurs accords avec le CNC ou pour infraction à la réglementation relative au contenu. Radio Bonesha a continué de gérer un site internet et RPA a continué de diffuser des émissions à destination du pays à partir du Rwanda. Le CNC a continué d'interdire à tous les journalistes de fournir des informations à la BBC depuis le retrait de sa licence en 2019 et à Voice of America depuis la décision de la suspendre indéfiniment en avril 2019.

Violence et harcèlement : Des journalistes et des particuliers ouvertement critiques ont fait état de harcèlement et d'intimidation de la part des services de sécurité et des responsables gouvernementaux visant à les empêcher de faire leur travail de manière indépendante et de couvrir certains sujets sensibles. Certains journalistes ont dû obtenir la permission des autorités pour voyager. Les forces alliées au CNDD-FDD ont exercé une répression à l'égard des médias supposés favorables à l'opposition, y compris des journalistes de la presse écrite et de la radio, leur faisant subir des actes de harcèlement, d'intimidation et de violence. La majorité des journalistes indépendants ont fui le pays durant la crise politique et la répression de 2015, et en novembre, certains demeuraient en exil. Les autorités ont détenu ou convoqué pour les interroger plusieurs journalistes locaux qui menaient des enquêtes sur des sujets tels que les violations des droits de l'homme, la corruption ou l'exode des réfugiés.

En 2018, le gouvernement a voté une loi pour réglementer l'accréditation des journalistes en renforçant les exigences minimales d'éducation et d'expérience préalable et en menaçant de sanctions pénales ceux qui travailleraient sans accréditation. Des journalistes ont signalé les longs délais du processus d'accréditation qui les empêchaient de travailler. Ceux qui avaient pu continuer de travailler se sont plaints que des agents du gouvernement harcelaient et menaçaient les médias critiques du gouvernement et du CNDD-FDD. Des journalistes ont éprouvé des difficultés à corroborer les faits mentionnés dans leurs articles en raison d'actes d'intimidation visant leurs sources locales.

Le 28 mars, Édouard Nkurunziza, journaliste à *Iwacu*, a été menacé de mort par le député Anglebert Ngendabanka pour avoir cité ses propos concernant l'intolérance politique dans la province de Cankuzo. M. Nkurunziza s'est caché jusqu'à la fin du mandat de M. Ngendabanka, au mois d'août. *Iwacu* a officiellement protesté contre le traitement de M. Nkurunziza auprès du président de l'Assemblée nationale, demandant à ce que M. Ngendabanka soit tenu pour responsable de cette menace de mort. Le président de l'Assemblée nationale n'a pris aucune mesure.

Censure ou restrictions sur le contenu : Le gouvernement a censuré le contenu des médias au moyen de lois limitant la diffusion de contenus par les médias établies par le CNC, organe théoriquement indépendant mais soumis dans la pratique à un contrôle politique. Selon Freedom House, les observateurs considéraient le CNC comme un instrument du pouvoir exécutif, car il prenait régulièrement des décisions et des sanctions politisées à l'encontre des journalistes et des organes de presse. En 2016, le CNC a adopté deux décrets concernant les activités des médias,

l'un applicable aux journalistes nationaux et l'autre, aux organes de presse étrangers implantés dans le pays. Le premier exige de tous les journalistes qu'ils s'enregistrent tous les ans auprès du CNC. Le second limite l'accès accordé aux journalistes internationaux et fixe des limites de contenu aux produits diffusés par ces médias. Le CNC a continué de surveiller la presse de près. En octobre 2019, le CNC a publié un code de conduite des médias à l'intention de tous les organes de presse et journalistes au cours des élections. Il obligeait les médias à travailler de concert avec le CNC et interdisait la publication de résultats autres que les résultats officiels annoncés par la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Il empêchait également les journalistes d'utiliser les sondages d'opinion comme source d'information. Certains médias indépendants étaient d'avis que le CNC avait rédigé le code sans aide professionnelle et limitait complètement la liberté de la presse. Interprétées dans leur sens le plus large, des lois réprimant la diffamation, les propos haineux, les atteintes à la sécurité de l'État et la trahison ont également encouragé un climat d'autocensure, notamment de la part des journalistes employés par l'organe national de radiotélédiffusion. Ceux qui ne pratiquaient pas l'autocensure risquaient d'être « réaffectés » à des tâches où ils n'étaient plus en contact avec le public, ou purement et simplement licenciés.

Le CNC régleme la presse écrite et audiovisuelle, contrôle l'accréditation des journalistes et veille à l'application des lois relatives aux médias. Le président en nomme les 15 membres, qui étaient principalement des représentants du gouvernement et des journalistes de l'organe de radiotélévision de l'État.

Plusieurs médias ont déclaré avoir reçu des menaces explicites de fermeture s'ils publiaient ou diffusaient des informations critiques du gouvernement.

Lois sur la diffamation et la calomnie : La loi interdit la diffusion publique d'informations qui exposent une personne au « mépris public » et elle prévoit des peines de prison et des amendes en cas d'infraction. La condamnation pour trahison, qui comprend la démoralisation volontaire des forces armées ou de la population de façon à nuire à la défense nationale en temps de guerre, est sanctionnée par une peine de réclusion à perpétuité. Propager ou publier sciemment des rumeurs de nature à alarmer la population, attiser son hostilité à l'encontre du gouvernement ou encourager la guerre civile est un crime. Il est illégal d'exposer des dessins, affiches, photographies et autres objets susceptibles de troubler l'ordre public. Toute infraction est passible de deux mois à trois ans de prison et d'une amende. Des journalistes, avocats et dirigeants de partis politiques, d'associations de la société civile et d'ONG ont déclaré que le gouvernement s'était servi de ces lois pour les intimider et les harceler.

Sûreté nationale : Une loi de 2013 exige des journalistes qu'ils révèlent leurs sources dans certaines circonstances et interdit la publication d'articles considérés comme portant atteinte à la sécurité nationale. Des dispositions relatives à la sûreté nationale ont servi à avoir un effet dissuasif sur les critiques des politiques gouvernementales ou des fonctionnaires (voir section 1.e., Prisonniers et détenus politiques, Amnistie, affaire des journalistes d'*Iwacu*).

Impact non gouvernemental : Beaucoup de membres de l'organisation de jeunesse du parti au pouvoir, les Imbonerakure, ont collaboré avec les forces de sécurité gouvernementales pour réprimer la liberté d'expression. Ils étaient dans certains cas membres officiels des conseils mixtes de sécurité, qui comprennent des policiers, des fonctionnaires de l'administration locale et des civils.

Le 9 avril, des Imbonerakure ont empêché Jean-Marie Vianney Ngendakumana, journaliste de la radio Isanganiro, et son chauffeur, Saïd Rukundaneza, de poursuivre leur couverture médiatique dans la zone de Kiyenzi, dans la commune de Kanyosha à Bujumbura. Le journaliste enquêtait sur un incident survenu dans la zone concernant un membre du CNL attaqué chez lui. Les Imbonerakure ont dégonflé les pneus du véhicule du journaliste et l'ont empêché ainsi que son chauffeur de le déplacer. Ils les ont détenus jusqu'à ce que des habitants du quartier interviennent pour les faire relâcher.

### **Liberté d'accès à internet**

Les pouvoirs publics ont parfois restreint ou interrompu l'accès à internet ou censuré du contenu en ligne. Certains utilisaient abondamment les réseaux sociaux WhatsApp, Twitter et Facebook, tant en ligne que sur les réseaux de téléphonie mobile, comme sources d'information. Aucun signalement vérifiable ne permet d'affirmer que le gouvernement a contrôlé les courriels ou les espaces de conversation sur internet. Plusieurs journalistes ont déclaré se sentir dans l'ensemble plus libres pour publier en ligne que pour travailler à la radio et dans d'autres médias contrôlés de plus près par les pouvoirs publics, surtout pour les publications en français ou en anglais plutôt que dans les langues locales. Plusieurs stations de radio fermées en 2015 ont continué de diffuser des segments radio et de publier des articles en ligne.

Il est arrivé que certains sites web d'information ne soient pas accessibles aux internautes dans le pays. Parmi les publications concernées figuraient le quotidien *Iwacu* et la publication en ligne *Ikiriho* avant sa suspension en 2018 par le

ministère de la Justice. Ces incidents n'ont pas fait l'objet de commentaires officiels et leurs causes et mécanismes n'ont toujours pas été élucidés. Dans la plupart des cas, l'accès à ces sites était rétabli au bout de quelques jours. Le 20 mai, jour des élections, des sites Web comme Facebook, WhatsApp, YouTube et Twitter étaient inaccessibles. Netblocks.org, une organisation qui surveille les blocages d'accès à internet, a conclu que les limitations d'accès à Twitter, Facebook, Instagram et WhatsApp étaient imputables au gouvernement. L'accès a été rétabli le soir-même. Les responsables publics n'ont pas commenté ces perturbations d'internet.

### **Liberté d'enseignement et manifestations culturelles**

Il a été allégué, notamment par Freedom House, que les pratiques en matière d'emploi, les élections à la direction des syndicats d'étudiants et l'attribution des notes à l'université du Burundi faisaient l'objet d'ingérences politiques en faveur des membres du CNDD-FDD.

### **b. Libertés de réunion et d'association pacifiques**

#### **Liberté de réunion pacifique**

La Constitution et la loi prévoient la liberté de réunion pacifique, mais le gouvernement a considérablement limité cette liberté (voir la section 1.d.). La loi exige que les partis politiques et les groupes importants notifient le gouvernement avant une réunion publique et au moins quatre jours avant une manifestation ; et elle autorise les pouvoirs publics à les interdire aux fins de préserver « l'ordre public ». Lorsqu'elles ont été notifiées, dans la plupart des cas les autorités ont refusé d'autoriser les membres de l'opposition à se réunir ou à manifester et ont fait disperser les réunions déjà commencées. En revanche, les partisans du CNDD-FDD et les responsables gouvernementaux ont régulièrement pu se réunir et organiser, à court préavis, des manifestations qui rassemblaient souvent un public nombreux et auxquelles participaient de hauts responsables.

Malgré une loi interdisant les rassemblements politiques avant la période officielle de campagne, le CNDD-FDD a pu organiser sans problèmes de grandes manifestations, alors que celles de l'opposition ont été réprimées et que ceux qui y participaient risquaient de se faire arrêter. Au cours de la période officielle de campagne, de nombreux rassemblements ont été organisés dans l'ensemble du pays par tous les partis politiques en lice. Les partis de l'opposition ont été autorisés à participer à des manifestations de campagne, des rassemblements et

d'autres activités, mais de nombreux journalistes et membres de partis de l'opposition indiquaient qu'ils étaient détenus, harcelés, arrêtés ou passés à tabac pour avoir tenu des « réunions illégales » ou « cherché à perturber les élections », souvent lors de manifestations qui ne comptaient que quelques personnes. Les victimes étaient surtout des membres du CNL, mais aussi parfois d'autres partis.

Le rapport de la Commission d'enquête indiquait qu'au cours de la campagne pour l'élection présidentielle, des Imbonerakure avaient, souvent appuyés en cela par l'administration locale, empêché les rassemblements du CNL en occupant les sites réservés à l'avance par ce dernier.

### **Liberté d'association**

La Constitution garantit la liberté d'association dans les limites établies par la loi, droit que le gouvernement a néanmoins sévèrement restreint.

En 2017, le gouvernement a promulgué une loi imposant des limites aux libertés des ONG internationales. Cette loi exige notamment que ces ONG déposent une part de leur budget à la Banque de la République du Burundi et qu'elles élaborent et mettent en œuvre des plans visant à atteindre un équilibre ethnique et entre les genres au sein du personnel local qu'elles recrutent. Elle contient plusieurs dispositions qui accordent aux pouvoirs publics un contrôle considérable de leur recrutement et de leurs programmes.

Le 13 février, le ministre de l'Intérieur a ordonné aux ONG internationales d'envoyer les informations personnelles détaillées de leurs employés, notamment leur groupe ethnique, ce qui a soulevé les préoccupations des ONG internationales sur l'usage par le gouvernement de ces données pour cibler leurs opposants politiques et exercer un contrôle sur ces organisations. Le 20 mars, le gouvernement a annoncé que les organisations qui ne respectaient pas l'équilibre ethnique exigé par la loi seraient fermées et que des inspections de conformité seraient effectuées. Pour Human Rights Watch et d'autres organisations, cette exigence constituait une tentative de contrôler les opérations des ONG. En septembre, le ministère des Affaires étrangères a publié trois décrets sur la relation du gouvernement avec les ONG internationales qui a exacerbé les préoccupations selon lesquelles les autorités s'orientaient en direction d'exigences en matière de respect de quotas ethniques dans leurs pratiques de recrutement.

En janvier 2017, le gouvernement a également promulgué des lois régissant les organisations de la société civile nationales. Ces organisations sont tenues de

s'enregistrer auprès du ministère de l'Intérieur (ou de l'administration provinciale si elles mènent leurs activités dans une seule province), processus complexe qui comprend l'approbation des activités de l'organisation par le ministère de l'Intérieur et d'autres ministères en fonction de ses domaines de spécialisation. L'enregistrement doit être renouvelé tous les deux ans et la décision des autorités de le refuser ne peut être contestée. La loi prévoit la suspension ou la fermeture définitive des organisations en cas d'atteinte à l'ordre public ou à la sécurité de l'État.

### **c. Liberté de religion**

Veillez consulter le *Rapport sur la liberté de religion dans le monde* du département d'État à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/religiousfreedomreport/>.

### **d. Liberté de mouvement et de circulation**

La Constitution et la loi prévoient la liberté de circulation à l'intérieur du pays, celle de se rendre à l'étranger, d'émigrer et de revenir au pays, mais le gouvernement a sévèrement restreint ces droits.

Après son élection, le président Ndayishimiye a appelé les réfugiés à rentrer au Burundi, expliquant que le pays avait besoin d'eux et faisant de cette initiative une priorité de son mandat. Le 13 août, le Rwanda, le Burundi et le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont conclu un accord tripartite visant à faciliter le rapatriement des réfugiés burundais depuis le Rwanda. Le premier groupe de réfugiés du camp de Mahama a été rapatrié le 27 août et deux autres convois ont suivi en l'espace d'un mois. À la suite du retour réussi de ces trois convois du Rwanda, le HCR a fait état d'un intérêt nettement accru de la part des réfugiés pour revenir au Burundi. En septembre, plus de 98 736 réfugiés étaient rentrés au pays depuis 2017, principalement de Tanzanie et du Rwanda. Le 27 août, le président Ndayishimiye a accueilli un convoi de plus de 400 réfugiés du Rwanda et demandé aux responsables burundais de soutenir leur réintégration. Avec ces trois convois, le nombre total de rapatriés du Rwanda atteignait plus de 1 500 depuis le début du mandat du président Ndayishimiye.

En août 2019, les gouvernements de Tanzanie et du Burundi ont signé un accord dans le cadre duquel ils convenaient du retour d'environ 180 000 réfugiés burundais depuis la Tanzanie à partir du mois d'octobre 2019, « volontairement ou non ». Les premiers rapatriés étaient décrits comme volontaires ; cependant, les

médias ont signalé ensuite que certains réfugiés avaient d'abord décidé de rentrer au pays puis avaient changé d'avis, mais que les autorités avaient ignoré ce revirement, les forçant à quitter le pays. Des organisations internationales et des groupes de défense des droits de l'homme ont conclu que les autorités tanzaniennes rendaient les conditions si difficiles pour les réfugiés que, dans de nombreux cas, leur retour ne pouvait pas légitimement être considéré comme volontaire. Cependant, aucun signalement ni aucune conclusion du HCR n'indiquaient que l'accord tanzano-burundais avait servi à rapatrier des réfugiés de force. En décembre 2019, les gouvernements des deux pays sont convenus d'interrompre les rapatriements pendant trois semaines. Le rapatriement de réfugiés burundais depuis la Tanzanie a repris le 6 février. Entre janvier et septembre, près de 19 000 réfugiés burundais sont rentrés au pays depuis la Tanzanie, le Rwanda et la RDC.

Déplacements à l'intérieur du pays : Selon plusieurs sources d'informations, le gouvernement a veillé à l'imposition de l'utilisation des « cahiers de ménage » contenant la liste des membres résidents et des travailleurs domestiques de chaque ménage dans certains quartiers de la capitale. Dans de nombreux cas, lors de perquisitions de quartiers, la police a arrêté les personnes dont le nom ne figurait pas dans les cahiers de ménage. Les personnes qui essayaient de passer la frontière pour fuir la violence et atteindre des camps de réfugiés en ont parfois été empêchées par la police, le SNR ou des Imbonerakure qui les ont forcées de rebrousser chemin aux postes frontières.

Les autorités locales ont installé de nombreux barrages routiers partout dans le pays prétextant officiellement la collecte de taxes de transit auprès des automobilistes et des passagers. Ces points de contrôle étaient le plus souvent gardés par la police ou des membres des Imbonerakure. Des points de contrôle ont aussi été établis à des fins de sécurité. Il a souvent été allégué que les agents postés aux barrages exigeaient des pots-de-vin pour laisser les véhicules passer. Dans certains cas, les membres des Imbonerakure ont été accusés d'employer les barrages pour entraver la liberté de circulation pour des raisons politiques, aux motifs que la personne n'aurait pu fournir la preuve de son inscription sur les listes électorales ou de sa contribution au financement des élections, de son refus d'adhérer au parti au pouvoir ou parce qu'elle était soupçonnée de chercher à quitter le pays pour faire une demande de statut de réfugié. Les médias ont indiqué que des responsables administratifs locaux et des Imbonerakure avaient, au cours de la période électorale, intensifié leur contrôle sur les mouvements de la population. Le 15 janvier, le secrétaire permanent du Conseil national de sécurité a mentionné le besoin de redynamiser les comités mixtes de sécurité, dont les

Imbonerakure étaient souvent membres, et de « contrôler le flux du mouvement de la population et des voyageurs et connaître les personnes étrangères hébergées par chaque ménage et chaque hôtel du milieu ».

Déplacements à l'étranger : Les autorités exigeaient des visas de sortie pour les étrangers porteurs de passeports non officiels et ne détenant pas de visas à entrées multiples. Le renouvellement de ces visas s'élevait à 48 000 francs burundais (25 dollars des États-Unis) par mois. La majorité des étrangers étaient détenteurs de visas à entrées multiples et n'étaient pas soumis à cette exigence.

### **e. Statut et traitement des déplacés internes**

Selon les estimations de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), en septembre, il y avait 136 610 déplacés internes au Burundi. Selon elle, 83 % avaient été déplacés par des catastrophes naturelles et 17 % pour des raisons politiques ou sociales. Certains ont signalé s'être sentis menacés en raison de la manière dont étaient perçues leurs sympathies politiques. Certains sont rentrés chez eux, mais la majorité d'entre eux sont restés dans les sites de déplacés internes ou ont été réinstallés dans des centres urbains. En général, le gouvernement a autorisé les déplacés internes résidant dans des sites identifiés à participer aux programmes fournis par le HCR, l'OIM et d'autres organisations humanitaires, notamment aux programmes d'hébergement et d'aide juridique.

### **f. Protection des réfugiés**

Dans l'ensemble, le gouvernement a coopéré avec le bureau local du HCR et d'autres organisations humanitaires pour apporter protection et assistance aux réfugiés, demandeurs d'asile, apatrides et à d'autres personnes en situation préoccupante.

Droit d'asile : La loi prévoit la possibilité d'octroyer le droit d'asile ou le statut de réfugié et le gouvernement a mis en place un régime de protection des réfugiés. Le HCR estimait en septembre qu'il y avait dans le pays 73 614 réfugiés, auxquels s'ajoutaient 5 390 qui avaient déposé une demande d'asile. Plus de 98 % des réfugiés et demandeurs d'asile étaient congolais, dont les nouveaux arrivants de l'année. Le nombre de réfugiés arrivant dans le pays a baissé en raison des mesures prises pour éviter la propagation de la COVID-19, notamment les fermetures des frontières. La poursuite des violences en République démocratique du Congo ainsi que la fermeture des frontières ont empêché le retour des réfugiés. Les efforts de

réinstallation des réfugiés congolais dans des pays tiers, lancés en 2015, se sont poursuivis.

Emploi : Le gouvernement ne permet pas aux réfugiés et aux demandeurs d'asile de travailler.

Accès aux services de base : Les réfugiés résidant dans des camps administrés par les autorités burundaises et le HCR et ses partenaires bénéficiaient d'un accès à des services de base. Le fort pourcentage de réfugiés en milieu urbain avait également accès à divers services tels que l'éducation, la santé et les autres formes d'aide offertes par les organisations humanitaires. Comme ils ne pouvaient pas travailler, la plupart des réfugiés manquaient de ressources pour répondre à leurs besoins essentiels, même avec le soutien de la communauté internationale.

### **g. Apatrides**

Le HCR estimait qu'il y avait dans le pays 1 131 personnes exposées au risque de devenir apatrides. Toutes originaires d'Oman, ces personnes vivaient au Burundi depuis des décennies et attendaient que les autorités d'Oman leur délivrent une preuve de citoyenneté. La plupart des personnes à risque d'apatridie avaient refusé une offre de citoyenneté burundaise faite par le gouvernement si elles ne pouvaient pas obtenir la citoyenneté omanaise. Les apatrides risquaient de ne pas pouvoir pleinement jouir de la liberté de circulation du fait qu'ils ne remplissaient pas les conditions pour obtenir un permis de conduire ou un passeport.

### **Section 3. Liberté de participer au processus politique**

La loi donne aux citoyens la capacité de choisir leur gouvernement au cours d'élections régulières, libres et équitables, qui ont lieu à bulletin secret et au suffrage universel et égal, mais le gouvernement n'a pas respecté ce droit.

### **Élections et participation au processus politique**

Élections récentes : Le 20 mai, le pays a tenu des élections législatives, communales et présidentielles sans la présence d'observateurs internationaux. Le 6 juin, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a déclaré le candidat du CNDD-FDD, Évariste Ndayishimiye, vainqueur de l'élection avec 68 % des votes. À la suite du décès subit de l'ex-président Nkurunziza, le président Ndayishimiye a prêté serment le 18 juin, deux mois plus tôt que prévu, lors d'un transfert pacifique du pouvoir. Le gouvernement a également organisé des

élections sénatoriales en juillet ainsi que des élections pour les conseils de collines ou de quartiers en août. Le CNDD-FDD a remporté la majorité absolue aux élections pour l'Assemblée nationale et le Sénat.

Les élections ont été gravement entachées d'irrégularités qui ont sapé la crédibilité du processus électoral, notamment avec l'absence d'observateurs internationaux indépendants, qui n'ont pas été autorisés. Le gouvernement a légèrement ouvert l'espace politique, permettant à un parti d'opposition de participer et de mener de grands rassemblements de campagne dans l'ensemble du pays. Selon le rapport de la Commission d'enquête, les partis d'opposition ont dénoncé des irrégularités lors du décompte des voix, notamment l'expulsion des bureaux de vote d'inspecteurs accrédités affiliés aux partis. Le Consortium pour le monitoring électoral des violations des droits de l'homme au Burundi a fait part de ses doutes concernant la crédibilité des résultats des élections, dans la mesure où la CENI n'avait pas indiqué le nombre exact de bureaux de vote, la liste des électeurs n'avait pas été publiée, des cartes d'électeur avaient été distribuées à la dernière minute, l'accès des journalistes aux bureaux de vote avait été restreint, les téléphones portables y étaient interdits, et la plupart des réseaux sociaux avaient été bloqués. La communauté internationale et les organisations burundaises indépendantes ont largement qualifié le processus de vicié. Plusieurs organisations de la société civile progouvernementales ont observé les élections et les ont validées. Le CNL a rejeté les résultats des élections et a intenté un recours, rejeté par la Cour constitutionnelle le 4 juin.

La Commission d'enquête a noté que, dans l'ensemble, le jour de l'élection présidentielle s'était déroulé sans heurts, mais elle a consigné des mesures d'intimidation, des menaces, des arrestations et des difficultés bureaucratiques au cours de la campagne et du vote. Le rapport de la Commission d'enquête indiquait que « dans le contexte du processus électoral de 2020, commencé dès 2019, les violations des droits de l'homme ont eu une dimension politique et ont concerné avant tout le droit à la sécurité et à la liberté, mais aussi les droits à la vie et à ne pas être soumis à la torture ou aux mauvais traitements. » Le taux de participation a été élevé malgré des menaces pour la sécurité et les droits de l'homme.

Il a été fait état de violences au cours de la période électorales, notamment des affrontements entre des membres du parti au pouvoir et du parti de l'opposition, qui ont fait des blessés et des morts, dans certains cas. Dans son rapport du mois de septembre, la Commission d'enquête a indiqué que les partis politiques d'opposition et leurs membres, surtout le CNL, avaient été victimes de graves violations des droits de l'homme au cours de la période préparatoire des élections.

Il a été signalé des cas ciblés d'exécutions, d'enlèvements, de violences sexistes, d'actes de torture et d'arrestations arbitraires. Les autorités ont pris acte de certaines violences, surtout en cas d'affrontements entre des membres du CNDD-FDD et du CNL. Cependant, elles en attribuaient la responsabilité presque uniquement aux membres du CNL. Le gouvernement a arrêté un petit nombre de militants du CNDD-FDD ayant participé à des violences, mais on ne savait pas exactement s'ils avaient fait l'objet de poursuites. Le CNDD-FDD a bénéficié de l'impunité généralisée. Des propos haineux et menaçants, visant surtout l'opposition politique, ont été largement diffusés sur les réseaux sociaux. L'Observatoire national pour la prévention et l'éradication du génocide, des crimes de guerre et des autres crimes contre l'humanité a dénoncé ces propos haineux. Les médias ont continué d'être soumis à un contrôle strict. Les journalistes n'ont pas pu faire leur travail librement. Ils ont fait l'objet de mesures d'intimidation et de menaces et ont été empêchés de couvrir le processus électoral. Dans son rapport du mois de mai sur les droits de l'homme au cours de la période électorale, la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH) a déclaré que les incidents de violation des droits de l'homme étaient trop négligeables pour avoir une incidence sur la crédibilité des résultats tels qu'annoncés.

La CENI a imposé des conditions restrictives, par exemple en limitant les mouvements des observateurs nationaux et en refusant aux observateurs de l'Union africaine et des Nations Unies l'accès au territoire national. Le gouvernement a, au départ, accrédité des observateurs de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), mais juste avant leur arrivée dans le pays, il a annoncé qu'en raison de la COVID-19, ils seraient placés pendant en quarantaine pendant 15 jours, c'est-à-dire, jusqu'après les élections. Les observateurs de la CAE ont annulé leur participation. Certaines missions diplomatiques ont envoyé des équipes en dehors de Bujumbura pour observer le scrutin. Des missions diplomatiques dans le pays, le bureau du coordinateur résident des Nations Unies et le secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs ont publié des déclarations pour prendre acte des résultats et encourager toutes les parties prenantes à conserver un environnement pacifique et à résoudre les différends électoraux par le biais des procédures juridiques en place. La Conférence épiscopale, qui a mandaté 2 716 observateurs, s'est demandée si les irrégularités signalées « ne port[ai]ent pas préjudice aux résultats » annoncés lors d'un processus électoral pacifique.

Les élections se sont tenues pendant l'épidémie de COVID-19 et les autorités n'ont pas pris de mesures appropriées pour protéger la population. Le gouvernement a annulé le vote dans les ambassades en dehors du pays, arguant de la pandémie de COVID-19. Au cours de la période préparatoire de l'élection présidentielle, les

autorités ont minimisé les risques posés par la pandémie. Human Rights Watch, la Commission d'enquête et d'autres organisations ont signalé que les autorités risquaient de faire courir un grave danger à la population en empêchant la libre circulation d'informations sur la pandémie fondées sur des faits, par exemple en interdisant aux médecins de diffuser des informations sur le nombre de patients présentant des symptômes du virus. Les autorités ont encouragé la population à participer à d'énormes rassemblements électoraux et menacé de sanctions les personnes qui prenaient des mesures de protection précoces.

En 2017, le gouvernement a entamé une campagne visant à mobiliser des contributions de la population à un fonds électoral, dans l'intention déclarée de financer les futures élections au moyen de ressources nationales. En juillet 2019, le président a annoncé que les objectifs de financement avaient été atteints, mais que les contributions « volontaires » restaient les bienvenues. Cependant, il a été signalé que les Imbonerakure et des responsables locaux avaient continué à forcer certaines personnes à faire des contributions en numéraire ou en nature, notamment pour soutenir le CNDD-FDD, organiser des rassemblements politiques ou faire des cadeaux aux candidats du parti.

Partis politiques et participation au processus politique : Selon la loi, s'ils veulent recevoir des fonds publics pour financer leurs campagnes et participer aux élections législatives et présidentielles, les partis doivent disposer d'une base « nationale », c'est-à-dire présenter une diversité ethnique et régionale, et prouver par écrit qu'ils disposent d'une structure et ont des adhérents dans toutes les provinces. Le ministère de l'Intérieur a reconnu 36 partis politiques. En février 2019, le ministère de l'Intérieur a enregistré les Forces nationales de libération-Rwasa, parti auparavant non reconnu, sous son nouveau nom, le CNL. L'Union pour le progrès national (UPRONA), dirigé par Évariste Ndayimpinda, n'était toujours pas reconnu, mais une petite faction s'en est séparée pour prêter allégeance au parti au pouvoir. Le Mouvement pour la solidarité et la démocratie demeurait suspendu. En fin d'année, on attendait toujours la décision de la Cour suprême concernant une motion visant à l'interdire de manière permanente.

L'ingérence du ministère de l'Intérieur dans la direction et la gestion des partis de l'opposition a contribué sensiblement à l'affaiblissement et à la fragmentation des partis politiques d'opposition. Le gouvernement a déclaré que la loi ne permettait qu'aux partis politiques légalement constitués, aux coalitions de partis politiques et aux candidats indépendants de se présenter aux élections et que les leaders des partis non reconnus et les acteurs politiques non associés à un parti ne pouvaient jouer aucun rôle dans le processus politique. Le CNL était le seul parti politique

d'opposition disposant d'un réseau de partisans et de militants capables d'opérer au niveau national, et l'intensité de leur participation a atteint un niveau historique, inédit depuis les élections de 1993. Au cours de la période de campagne officielle, le CNL a pu, en général, mener des activités de campagne, comme organiser des réunions et des rassemblements, malgré certaines tentatives de les contrecarrer. Les partis qui n'étaient pas reconnus par le gouvernement n'ont en général pas pu mener d'activités politiques et même les partis reconnus, comme le CNL, se sont souvent heurtés à des limitations de leurs activités politiques. Des signalements ont indiqué que des responsables locaux avaient imposé des restrictions arbitraires au CNL lorsqu'il tentait d'ouvrir ou d'inaugurer des bureaux. Des dizaines de bureaux du CNL ont été vandalisés ou détruits.

La Constitution prévoit des restrictions à l'égard des candidats indépendants, notamment par une mesure les empêchant de se présenter en tant qu'indépendants s'ils avaient déclaré avoir appartenu à un parti politique au cours de l'année antérieure ou occupé un poste de dirigeant au sein d'un parti politique dans les deux années antérieures. Elle précise également que les candidats indépendants à l'Assemblée nationale devaient recevoir au moins 40 % des voix dans leur district pour être élus, norme qui ne s'appliquait pas aux candidats affiliés à des partis politiques. L'interdiction des coalitions de candidats indépendants par la Constitution limitait encore davantage les options des partis non reconnus et les pénalisait à tel point que seulement six personnes ont pu se porter candidates aux présidentielles.

L'appartenance ou la loyauté présumée au parti politique au pouvoir étaient souvent requises pour obtenir ou conserver un emploi dans la fonction publique et jouir des avantages qui y sont associés, notamment des indemnités de transport, un logement de fonction, la gratuité de l'eau et de l'électricité, une exonération de l'impôt sur le revenu et des prêts à taux zéro. Au cours de l'année, il a été signalé que des Imbonerakure, des responsables publics et d'autres partisans du parti au pouvoir avaient usé de manœuvres de harcèlement, d'arrestations arbitraires et de violences, notamment exécutions et actes de torture, à l'encontre de membres d'autres partis ou de personnes qui refusaient de rejoindre les rangs du CNDD-FDD. La Commission d'enquête a indiqué qu'au cours du processus électoral, certaines personnes avaient été empêchées de participer aux rassemblements du CNL, surtout en raison d'un manque de transport, tandis que d'autres avaient été forcées de participer à ceux organisés par le CNDD-FDD. Ces rapports, en plus des pressions imposées aux Burundais pour s'inscrire sur les listes électorales ou pour faire des dons pour les élections, ont conduit certains groupes de la société civile et

organes de presse à laisser entendre qu'il devenait de plus en plus difficile pour les Burundais de soutenir un parti d'opposition ou de se déclarer apolitiques.

Participation des femmes et des membres de minorités : Il n'existe pas de lois qui limitent la participation des femmes et des membres de minorités au processus politique et ils y ont réellement participé.

La Constitution prévoit que 30 % des sièges à l'Assemblée nationale, au Sénat et au Conseil des ministres doivent être occupés par des femmes, et les institutions publiques ont recruté d'autres personnes après les élections afin de satisfaire aux exigences des quotas établis pour les sexes ainsi que pour les ethnies. Cette mise en œuvre s'est faite en vertu du Code électoral en ajoutant des sièges de manière à satisfaire aux exigences de ces quotas et en votant pour des listes fermées (les électeurs choisissent un parti politique, qui donne l'ordre de sélection des candidats en tenant compte du genre et du groupe ethnique). Au sein du nouveau gouvernement, 39 % des députés, 41 % des sénateurs ainsi que 15 ministres étaient des femmes. Les femmes n'étaient pas bien représentées au sein des partis politiques et occupaient très peu de postes dirigeants. Certains observateurs pensaient que des facteurs traditionnels et culturels s'opposaient à la participation des femmes à la vie politique sur une base d'égalité avec les hommes. La Commission d'enquête a indiqué que dans le contexte du processus électoral, les femmes candidates et les membres de premier plan des partis de l'opposition avaient été victimes d'arrestations et de détentions arbitraires, de mesures d'intimidation et de menaces, surtout lorsque les listes électorales étaient publiées et que l'identité des victimes et leur parti d'affiliation étaient largement connus. Le climat général d'intolérance vis-à-vis de l'opposition politique a aggravé la violence à l'encontre des femmes qui faisaient partie de l'opposition.

La Constitution prévoit la représentation des deux plus grands groupes ethniques à tous les postes gouvernementaux élus et nommés. La majorité hutu est en droit d'occuper 60 % au plus des postes de la fonction publique et la minorité tutsi 40 % au moins. La loi réserve trois sièges de chacune des chambres du parlement au groupe ethnique des Twa qui représentent environ 1 % de la population. Le président Ndayishimiye a nommé la première ministre twa de l'histoire du pays, Imelde Sabushimike, ministre de la Solidarité nationale, des Affaires sociales, des Droits de la personne humaine et du genre.

#### **Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement**

Si la loi prévoit des sanctions pénales dans les cas de corruption officielle, la corruption a néanmoins continué de poser un problème très grave. Le gouvernement n'a pas appliqué pleinement la loi et certains hauts fonctionnaires se sont livrés à la corruption en toute impunité. Il a été fait état de nombreux cas de corruption au sein du gouvernement pendant l'année. La Constitution prévoit la création d'une Haute Cour de justice pour étudier les accusations de crimes graves à l'encontre de hauts fonctionnaires du gouvernement. La loi de lutte contre la corruption s'applique au reste des citoyens, mais aucune personne de haut rang n'a fait l'objet d'un procès pour corruption.

Corruption : La majorité de la population considérait que la police était corrompue, et la petite corruption au sein de cette institution était fréquente. Des allégations de corruption ont également été émises à l'égard du gouvernement, notamment en rapport avec le manque de transparence des recettes budgétaires provenant des importations d'essence, le trafic d'influence et l'abus de pouvoir, la gestion des offres et de la passation des marchés publics, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'extraction minière, le détournement de fonds publics, la fraude douanière et l'affectation des réserves limitées de devises du pays au financement des importations. L'Office burundais des recettes comporte une unité interne de lutte contre la fraude, mais des observateurs ont accusé de fraude les responsables de cette structure.

L'inspecteur général et la Brigade anti-corruption étaient chargés d'enquêter sur la corruption au sein des pouvoirs publics mais ils étaient globalement perçus comme inefficaces. Dans le cadre de la nouvelle campagne de lutte contre la corruption du président Ndayishimiye, le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique a été chargé de diriger les efforts en la matière. Il a lancé une campagne « tolérance zéro » vis-à-vis de la corruption et placé des boîtes à suggestion dans les bureaux des communes et les ministères pour permettre à la population de signaler les activités de corruption. Il a également mis en place un numéro de téléphone gratuit pour permettre aux citoyens de signaler les cas de corruption et de faute professionnelle. Après la mise en œuvre par le gouvernement de ces mesures de lutte contre le fléau, la presse burundaise a fait état d'une augmentation des arrestations en lien avec la corruption. Le 19 juillet, la police a arrêté des responsables administratifs locaux et des Imbonerakure pour des accusations d'extorsion de travailleurs revenus au pays pendant l'année après un travail saisonnier en Tanzanie. Le 24 juillet, plus de 30 personnes, dont 20 policiers, ont été arrêtés pour corruption et extorsion.

En décembre, l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques, une ONG de surveillance, a signalé que plus de 183 millions de francs burundais (environ 93 000 dollars des États-Unis) avaient été détournés d'un compte de la banque centrale qui détenait des fonds réservés au soutien des victimes des pluies torrentielles. Les bénéficiaires désignés n'avaient rien reçu de ces fonds.

Déclaration de situation financière : La loi exige que les élus et les hauts responsables nommés déclarent leur situation financière une fois tous les sept ans, mais n'exige pas que ces déclarations soient publiques. Ces déclarations doivent être adressées à la Cour suprême. Selon la loi, le président, le premier ministre, le vice-président et les ministres sont tenus de déclarer leur patrimoine lorsqu'ils prennent leurs fonctions. Toutefois, la nature non publique de cette déclaration signifie que le respect de cette disposition ne peut être confirmé.

### **Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur les violations présumées des droits de l'homme**

Les groupes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme ont éprouvé des difficultés à mener leurs activités étant donné les restrictions, le harcèlement et la répression dont ils faisaient l'objet de la part des pouvoirs publics. La loi exige que les organisations de la société civile s'enregistrent auprès du ministère de l'Intérieur, processus complexe qui comprend l'approbation des activités de l'organisation. L'enregistrement doit être renouvelé tous les deux ans et un refus d'inscription ou de renouvellement ne pouvait être contesté (voir également la section 2.a., Liberté d'association). La loi prévoit la suspension permanente d'une organisation en cas d'atteinte à l'ordre public ou à la sécurité de l'État.

Les défenseurs des droits de l'homme restés au Burundi étaient exposés à des menaces, des actes d'intimidation et des arrestations. Les affaires de Germain Rukuki et Nestor Nibitanga, reconnus coupables en 2018 et toujours en prison en fin d'année, étaient emblématiques des menaces judiciaires auxquelles étaient confrontés les observateurs des droits de l'homme issus d'organisations reconnues et non reconnues. Le 30 juin, la Cour suprême a annulé la condamnation à 32 ans de prison de Germain Rukuki et ordonné un nouveau procès en appel. La Cour a expliqué que « le juge d'appel a[vait] condamné un prévenu qui n'a[vait] pas été présenté en audience publique et donc sans l'avoir entendu présenter ses moyens de défense ». Aucune date n'avait été fixée pour la nouvelle procédure d'appel, et M. Rukuki demeurait en prison.

De nombreuses organisations de la société civile, surtout celles qui se concentrent sur les droits de l'homme, restaient interdites ou suspendues. La Ligue Iteka, officiellement interdite depuis 2017, et d'autres organisations non reconnues officiellement ont continué de surveiller la situation des droits de l'homme. Des membres d'organisations reconnues et non reconnues ont signalé faire l'objet de harcèlement et d'actes d'intimidation et ont pris des mesures pour protéger l'identité de leurs employés et de leurs sources.

Organisation des Nations Unies ou autres instances internationales : À la suite d'une visite du 14 au 19 septembre de la mission d'évaluation stratégique sur les activités de l'ONU relatives au Burundi au cours de laquelle ont été menés des entretiens avec des membres de la société civile, le gouvernement, le parti au pouvoir, des membres des principaux partis de l'opposition et des organisations à but non lucratif, la Sous-secrétaire générale des Nations Unies pour l'Afrique, Bintou Keita, a envoyé un rapport au Conseil de sécurité de l'ONU sur l'évaluation des questions politiques et socio-économiques relatives à la relation de l'ONU avec le gouvernement burundais, notamment en matière de droits de l'homme. En novembre, le gouvernement a demandé la fermeture du bureau de l'envoyé spécial de l'ONU. Le 4 décembre, le Conseil de sécurité a décidé de retirer le Burundi de son agenda politique et de mettre un terme à ses rapports obligatoires sur le pays, notant l'amélioration de la situation sécuritaire.

En 2016, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a institué une Commission d'enquête composée de trois membres pour enquêter sur les violations des droits de l'homme survenues depuis 2015 ; depuis, son mandat a été prorogé tous les ans. Le gouvernement a continué de refuser à ses membres l'autorisation de pénétrer dans le pays ou de donner des réponses de fond à leurs demandes d'information. Bien qu'elle n'ait pas pu se rendre au Burundi, la Commission a néanmoins remis son rapport annuel en septembre, concluant qu'il y avait des motifs de croire que de graves violations des droits de l'homme et des crimes contre l'humanité continuaient d'être commis dans le pays, notamment des exécutions extrajudiciaires, des actes systématiques de torture, des violences sexuelles et l'oppression politique. Le rapport de la Commission d'enquête a noté que ces violations étaient principalement imputables à des responsables de l'État du plus haut niveau, à de hauts fonctionnaires, ainsi qu'à des membres du SNR, de la police, des Forces nationales de défense du Burundi et des Imbonerakure. Remplissant une nouvelle dimension de son mandat visant à faire rapport sur « les fondements économiques de l'État burundais », la Commission d'enquête a découvert que les mauvaises pratiques économiques, telles que la corruption et le

trafic d'influence, étaient généralisées et avaient une incidence négative sur les droits de l'homme. À la suite de la publication du rapport de la Commission d'enquête au mois de septembre, le Conseil des droits de l'homme a de nouveau renouvelé son mandat. Les responsables publics burundais ont rejeté le rapport de la Commission, et le représentant permanent du pays auprès de l'ONU à Genève a déclaré que la Commission était « un outil des ennemis du Burundi ».

En 2016, l'UA a déployé 8 observateurs militaires et 40 observateurs des droits de l'homme. Ces derniers sont restés dans le pays jusqu'en septembre 2018, date à laquelle les effectifs ont été réduits en raison d'un manque de financement. Selon l'UA, les activités que pouvaient mener les observateurs étaient limitées du fait que le gouvernement n'avait toujours pas conclu un mémorandum d'accord concernant leurs activités. Les observateurs n'ont pas publié leurs rapports. En septembre, l'UA avait au Burundi dix observateurs civils et trois observateurs militaires, les seuls observateurs externes.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Les parties à l'Accord de paix et de réconciliation d'Arusha de 2000 s'étaient engagées à mettre en place un tribunal pénal international, qui n'avait toujours pas été institué, ainsi qu'une Commission Vérité et Réconciliation (CVR), qui a été adoptée par une loi à cet effet en avril 2014. Entre son opérationnalisation en 2016 et le mois d'octobre, la CVR a recueilli des témoignages et mené des activités de sensibilisation en vertu de son mandat qui la charge d'enquêter et d'établir la vérité sur les violations graves des droits de l'homme et du droit humanitaire international commises dans le pays. La CVR a également pour mandat d'établir les responsabilités des institutions publiques, des particuliers et des groupes privés.

À partir des témoignages recueillis entre 2016 et 2018, la Commission a identifié provisoirement 4 000 charniers de tailles diverses dans l'ensemble du pays, qui remontaient au début de son mandat, ainsi que de nombreuses allégations d'assassinats, de torture, de violences sexuelles et sexistes, ainsi que des atteintes aux droits à une procédure régulière. Dans son rapport du 14 janvier, la CVR a recensé 142 505 Burundais tués ou portés disparus entre l'époque de l'indépendance en 1962 et la fin de la guerre civile en 2008. Le 27 janvier, la Commission a lancé la première phase d'exhumation des restes retrouvés dans les charniers, en se concentrant sur ceux liés au conflit de 1972. Certaines organisations de la société civile ainsi que des personnalités de l'opposition politique se sont inquiétées de ce qu'elle ciblait délibérément l'année 1972 afin de favoriser les Hutus. Des organisations de la société civile se sont également inquiétées de ce que, vu les atteintes aux droits de l'homme, les tensions politiques,

le climat de peur et d'intimidation, les craintes de représailles à l'égard des personnes qui témoignent et les limites à la liberté d'expression qui se poursuivaient, les conditions n'étaient pas favorables à un processus de justice transitionnelle impartial et efficace. Des organisations de la société civile ont exprimé leur inquiétude de voir la participation de membres du parti au pouvoir dans les équipes de recueil des dépositions accroître la réticence de certains Burundais à témoigner ou à faire pleinement part de ce qu'ils avaient vécu. Certains de ses commissaires étaient perçus par certaines organisations de la société civile comme représentant les intérêts du parti au pouvoir et manquant donc d'impartialité. Le manque d'experts compétents a affecté la capacité de la CVR à fonctionner.

Parmi les fonctions de l'ombudsman Édouard Nduwimana figuraient la surveillance des conditions de vie dans les prisons et la promotion du dialogue interconfessionnel. Avant les élections, il a encouragé les dirigeants de l'opposition en exil à revenir au pays, et certains l'ont fait. En partenariat avec des organisations de la société civile, il a également accordé la priorité à la cohésion sociale au cours de la période électorale.

La CNIDH, organe quasi gouvernemental chargé d'enquêter sur les violations des droits de l'homme, a exercé son pouvoir de convoquer des hauts responsables, de réclamer des informations et d'exiger des mesures correctives. En 2016, l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme (GANHRI) a réduit provisoirement la cote d'accréditation de la CNIDH en raison d'inquiétudes quant à son indépendance. En 2018, la GANHRI a confirmé sa décision en suspendant le droit de la CNIDH de participer pleinement à des rencontres mondiales avec ses homologues. La CNIDH a également surveillé les progrès du gouvernement accomplis dans les enquêtes sur les droits de l'homme. En avril 2019, un nouveau groupe de commissaires a été nommé pour un mandat de quatre ans et a pris des mesures pour aider la CNIDH à rétablir son accréditation. En février, la CNIDH a commencé à publier ses conclusions, ce qu'elle n'avait pas fait auparavant en raison d'un manque de capacité à produire des rapports et à obtenir l'aval de l'Assemblée nationale. Certains rapports ont été publiés sur son site Web, notamment le rapport annuel de la CNIDH de 2019.

## **Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes**

### **Femmes**

Viol et violences familiales : La loi interdit le viol des hommes et des femmes, y compris le viol conjugal, qui est passible de peines pouvant aller jusqu'à 30 ans de prison. La loi interdit la violence conjugale, qui est passible d'amendes et de peines de trois à cinq ans de prison. Le gouvernement n'a pas fait respecter la loi uniformément, et le viol ainsi que d'autres formes de violences familiales et sexuelles constituaient de graves problèmes.

En 2016, le gouvernement a adopté une loi portant création d'un tribunal spécial chargé de connaître des crimes sexistes, faisant des violences sexistes des crimes impardonnables et prévoyant des sanctions plus sévères pour les agents de la police et les magistrats qui dissimulent les crimes de violence à l'égard des femmes et des filles. En octobre, le tribunal spécial n'avait pas encore été créé et aucun agent de police ni juge n'avait été poursuivi en justice en vertu de la loi.

La Brigade de protection des mineurs et de la morale de la Police nationale est chargée des enquêtes sur les cas de violence sexuelle et de viol, ainsi que sur la traite des filles et des femmes. Le Centre Humura de Gitega, centre public administré par le gouvernement, a fourni une gamme complète de services, notamment des services juridiques, médicaux et psychosociaux, aux victimes de violences familiales et sexuelles.

Le rapport de septembre de la Commission d'enquête déclarait que les violences sexuelles et sexistes concernaient principalement des femmes et des filles, mais également des hommes. En particulier, des Imbonerakure et des policiers commettaient ces violences dans le but d'intimider, de contrôler, de réprimer et de punir des hommes et des femmes pour leur opinions politiques présumées ou effectives, leur refus de rejoindre le parti au pouvoir ou leurs liens présumés avec un mouvement armé. Le Service national de renseignement a également commis des violences sexuelles et sexistes au cours d'arrestations et de détentions. Des observateurs crédibles ont déclaré que de nombreuses femmes hésitaient à signaler les viols, en partie par crainte de représailles et de stigmatisation sociale.

Harcèlement sexuel : La loi interdit le harcèlement sexuel, y compris le recours à des menaces de violences physiques ou à des pressions psychologiques pour obtenir des faveurs sexuelles. Le harcèlement sexuel est sanctionné par des amendes et des peines d'un mois à deux ans de prison. La peine est multipliée par deux si la victime est âgée de moins de 18 ans. Le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application de la loi. Des cas de harcèlement sexuel ont été signalés, mais on ne disposait pas de données sur la fréquence ou l'ampleur de ce

phénomène ou de preuves d'arrestations effectuées en vertu des lois sur la lutte contre le harcèlement sexuel.

Pressions en matière de contrôle démographique : Il n'a pas été fait état d'avortements ou de stérilisations forcés aux mains des autorités gouvernementales.

Discrimination : La loi ne fait pas de distinction entre les hommes et les femmes, que ce soit en vertu du droit familial, du travail, des biens, de la nationalité et des successions. Les femmes ont continué d'être victimes de discrimination juridique, économique et sociétale, notamment en raison de pratiques discriminatoires en matière de droit successoral et de droit relatif aux biens matrimoniaux.

La loi dispose que les femmes et les hommes doivent recevoir un salaire égal pour un travail égal, mais ce n'était pas le cas (voir la section 7.d.). Certaines entreprises cessaient de rémunérer les femmes durant leur congé maternité et d'autres refusaient d'accorder une assurance maladie à leurs employées mariées. Les autorités ne prévoyaient que des ressources limitées pour faire appliquer la législation du travail et elles ne veillaient pas efficacement à l'application des lois de lutte contre la discrimination.

En 2018, la ministre de l'Éducation a publié une circulaire stipulant que les élèves des niveaux primaire et secondaire qui tombaient enceintes ou se mariaient durant leur scolarité ne seraient pas autorisées à réintégrer le système éducatif formel mais pourraient suivre une formation professionnelle. Cette disposition s'appliquait aussi aux élèves de sexe masculin dont on pense qu'ils ont été responsables de grossesses, mais pas à ceux qui s'étaient mariés. Avant cette circulaire, les écoles exigeaient des élèves qui tombaient enceintes de solliciter l'autorisation du ministère de l'Éducation pour réintégrer le système éducatif puis changer d'établissement, ce qui entraînait des taux élevés d'abandon scolaire. Les garçons n'étaient pas touchés par cette mesure. Peu de temps après, la ministre a révoqué la circulaire et annoncé l'établissement d'un comité pour faciliter la réintégration des élèves, y compris celles enceintes, « confrontés à des difficultés pendant l'année scolaire ». Il a continué d'être rapporté que les autorités scolaires empêchaient toujours les filles enceintes d'aller à l'école, surtout dans les zones reculées.

En mai 2017, le président Nkurunziza a promulgué une loi exigeant des couples non mariés qu'ils régularisent leur situation par le biais d'un enregistrement auprès d'une Église ou de l'État. Le ministère de l'Intérieur a annoncé par la suite que les couples qui ne se marieraient pas avant la fin de 2017 s'exposeraient à des

amendes symboliques, conformément aux dispositions de la loi concernant la cohabitation hors mariage, et que les enfants nés hors des liens du mariage ne seraient pas admissibles à des dispenses de frais de scolarité élémentaire et d'autres services sociaux. La campagne a été prolongée jusqu'à 2018 et il n'a pas été rapporté que ces menaces avaient été mises à exécution. Pendant l'année, les responsables gouvernementaux ont poursuivi les campagnes de mise en œuvre du décret présidentiel, mais en octobre, ces efforts étaient en perte de vitesse et il n'a pas été signalé que la loi était appliquée.

## **Enfants**

Enregistrement des naissances : La Constitution dispose que la nationalité s'acquiert par la filiation. Les pouvoirs publics enregistrent gratuitement la naissance de tous les enfants si la déclaration est faite dans les quelques jours qui suivent la naissance. Les enfants non inscrits à l'état civil risquent de ne pas avoir accès à certains services publics.

Éducation : L'école est gratuite, obligatoire et universelle jusqu'à la fin du niveau primaire, mais les élèves sont tenus de payer l'achat des manuels scolaires et des uniformes. Les élèves scolarisés dans le secondaire doivent payer des frais de scolarité symboliques par trimestre ; l'enseignement secondaire n'est pas obligatoire. Dans l'ensemble du pays, des fonctionnaires provinciaux ont fait payer des frais de scolarité « informels » aux parents à tous les niveaux.

Maltraitance d'enfants : La loi interdit la maltraitance des enfants ou les violences à leur encontre, ces pratiques étant passibles d'amendes et de peines de trois à cinq ans de prison ; néanmoins, la maltraitance des enfants était un problème largement répandu. Le viol sur mineur est passible de 10 à 30 ans de réclusion.

Mariage d'enfants, mariage précoce et mariage forcé : L'âge légal pour le mariage est fixé à 18 ans pour les femmes et à 21 ans pour les hommes. Les mariages forcés sont illégaux, mais il s'en serait produit dans les régions méridionales du pays, qui comportent une population musulmane plus importante. Le ministère de l'Intérieur a dissuadé les imams de célébrer des mariages illégaux.

Exploitation sexuelle des enfants : L'âge minimum du consentement est fixé à 18 ans. L'exploitation sexuelle commerciale d'enfants est sanctionnée par une peine de 10 à 15 ans de prison assortie d'une amende importante. La pédopornographie est passible d'amendes et de trois à cinq ans de prison. Il n'y a pas eu de poursuites judiciaires à ce titre au cours de l'année.

Des femmes et des filles ont été victimes de la traite des personnes à destination de pays d’Afrique et du Moyen-Orient, parfois en ayant recours à des documents falsifiés, ce qui les exposait à de forts risques d’exploitation.

Enfants déplacés : Dans le pays, des milliers d’enfants vivaient dans la rue, certains d’entre eux étant des orphelins du VIH-sida. Le gouvernement leur fournissait un soutien pédagogique minimal et comptait sur les ONG pour leur procurer des services de base, notamment des soins médicaux et un soutien économique. Des observateurs indépendants ont signalé que les enfants des rues étaient exposés à des violences et à des vols commis par la police. Les arrestations et les détentions arbitraires de personnes, parmi lesquelles des mineurs, vivant dans la rue, se sont poursuivies.

Enlèvements internationaux d’enfants : Le pays n’est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l’enlèvement international d’enfants. Veuillez consulter le rapport du département d’État intitulé *Annual Report on International Parental Child Abduction* (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d’enfants — en anglais seulement) à l’adresse suivante : <https://travel.state.gov/content/travel/en/International-Parental-Child-Abduction/for-providers/legal-reports-and-data/reported-cases.html>.

### **Antisémitisme**

On ne disposait pas d’estimations sur la taille de la communauté juive. Aucun acte d’antisémitisme n’a été signalé.

### **Traite des personnes**

Veuillez consulter le Rapport sur la traite des personnes du département d’État à l’adresse suivante : <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

### **Personnes en situation de handicap**

La Constitution interdit la discrimination à l’égard des personnes porteuses de handicap, mais le gouvernement n’a ni promu, ni défendu leurs droits. Bien que les personnes porteuses de handicap aient droit à des services de santé gratuits par l’intermédiaire des programmes sociaux visant les groupes vulnérables, les autorités ne faisaient pas beaucoup la promotion de cette possibilité et ces prestations n’étaient pas souvent fournies. Les employeurs exigeaient souvent des

candidats à des postes qu'ils produisent un certificat médical délivré par le ministère de la Santé publique attestant qu'ils n'étaient pas atteints d'une maladie contagieuse et qu'ils étaient aptes au travail, une pratique qui s'est parfois traduite par de la discrimination à l'égard des personnes porteuses de handicap.

Il n'existe pas de loi garantissant l'accès des personnes porteuses de handicap aux bâtiments, à l'information ou aux services publics. L'État a apporté une aide à un centre de rééducation physique à Gitega et à un centre de réinsertion sociale et professionnelle à Ngozi pour les personnes porteuses de handicaps physiques.

### **Populations autochtones**

Le Burundi compte environ 80 000 Twa, ethnie originelle du pays, qui représentent environ 1 % de la population. Dans l'ensemble, ils demeuraient économiquement, politiquement et socialement marginalisés. Les administrations locales sont légalement tenues de fournir gratuitement des manuels scolaires et des soins de santé à tous les enfants twa. Dans l'ensemble, elles ont respecté ces obligations (voir également la section 3, Participation des femmes et des membres de minorités).

En septembre 2019, le représentant d'UNIPROBA, une ONG de protection des droits des Twa, a déclaré qu'ils étaient engagés à participer de manière active à la société civile mais faisaient face à différentes difficultés, notamment l'accès à des cartes d'identité et d'électeur.

Tout au long de l'année, il y a eu des signalements sporadiques de meurtres par des milices de Twa accusés, à juste titre ou pas, de délits commis par d'autres Burundais.

### **Actes de violence, criminalisation et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre**

La loi dispose que les relations sexuelles entre adultes de même sexe sont passibles de peines pouvant atteindre deux ans de prison. Aucun signalement n'a fait état de poursuites menées au cours de l'année pour relations sexuelles entre personnes de même sexe.

La loi n'interdit pas la discrimination contre les personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) en matière de logement, d'emploi,

de lois sur la nationalité et d'accès aux services publics tels que les soins de santé. La discrimination sociétale à l'égard des personnes LGBTI était courante.

### **Autres formes de violence ou discrimination sociétale**

Des criminels ont parfois tué des personnes atteintes d'albinisme, en particulier des enfants, afin d'utiliser leurs organes pour des rituels. La plupart des auteurs de ces crimes étaient des ressortissants d'autres pays qui venaient pour tuer leurs victimes puis quittaient ensuite le pays avec des parties de corps, ce qui entravait les efforts des autorités pour arrêter les coupables. Selon la présidente de l'Association Femmes Albinos Espoir, les personnes atteintes d'albinisme n'étaient pas acceptées par la société et étaient souvent sans emploi et isolées. Les femmes atteintes d'albinisme étaient souvent « jetées dehors par leurs familles parce qu'elles avaient la réputation d'être mauvaises ». Le gouvernement a pris des mesures visant à améliorer l'intégration des albinos dans la société et à sensibiliser les communautés pour encourager les efforts de lutte contre la discrimination. Le 16 octobre, la Première dame a organisé une séance de formation sur l'albinisme en soulignant leur vulnérabilité et en invitant instamment la population à ne pas faire de discrimination à l'encontre des albinos.

## **Section 7. Droits des travailleurs**

### **a. Liberté d'association et droit à la négociation collective**

La loi prévoit le droit des travailleurs de constituer des syndicats indépendants et d'y adhérer, dans certaines limites. Un syndicat doit compter au moins 50 membres. Le ministre du Travail a le pouvoir de désigner le syndicat le plus représentatif dans chaque secteur. La plupart des fonctionnaires ont le droit de se syndiquer, mais leur syndicat doit être enregistré auprès du ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale (ministère du Travail), qui a le droit de refuser cet enregistrement. Les policiers, les membres des forces armées, les magistrats et les étrangers travaillant dans le secteur public n'ont pas le droit de créer des syndicats ou d'y adhérer. Les travailleurs âgés de moins de 18 ans doivent avoir l'autorisation de leurs parents ou de leurs tuteurs pour adhérer à un syndicat.

La loi accorde aux travailleurs un droit de grève conditionnel strictement encadré ; elle interdit les grèves de solidarité. Les parties doivent avoir épuisé tous les autres moyens de résolution (dialogue, conciliation et arbitrage) avant de pouvoir faire grève. Les personnes qui souhaitent faire grève doivent constituer la majorité des

travailleurs et remettre un préavis de six jours à leur employeur et au ministère du Travail, et les négociations menées par un médiateur choisi d'un commun accord ou par le gouvernement doivent se poursuivre pendant la grève. Le ministère doit déterminer si les parties ont satisfait aux conditions permettant de faire grève, ce qui lui confère, en réalité, le pouvoir d'empêcher les grèves. La loi permet aux autorités de réquisitionner les employés essentiels en cas de grève. Elle interdit les représailles contre les travailleurs participant à une grève légale.

La loi reconnaît le droit de mener des négociations collectives, mais celles-ci ne peuvent pas porter sur les salaires du secteur public, qui sont établis selon des barèmes fixes après consultation avec les syndicats. Si les négociations aboutissent à une impasse, le ministre du Travail peut imposer un arbitrage et approuver ou réviser tout accord. Il n'y a pas de loi contraignant un employeur à mener des négociations collectives. La loi interdit la discrimination antisyndicale mais autorise le licenciement de travailleurs participant à une grève illégale et ne prévoit pas spécifiquement la réintégration de ceux licenciés pour leurs activités syndicales.

Le gouvernement n'a pas appliqué les lois en vigueur de manière efficace. Les ressources nécessaires aux inspections et à l'application de mesures correctives étaient insuffisantes, et les sanctions n'étaient pas à la mesure de celles prévues par d'autres lois concernant la privation de droits civils. Les procédures administratives et judiciaires étaient soumises à de longs retards et appels.

Le gouvernement a imposé des restrictions excessives à la liberté d'association et au droit de mener des négociations collectives, et il s'est parfois immiscé dans les activités des syndicats.

La plupart des syndicats étaient des syndicats de fonctionnaires, et pratiquement aucun employé du secteur privé n'était syndiqué. Comme la plupart des salariés étaient des fonctionnaires, des entités gouvernementales participaient à presque toutes les étapes des négociations collectives. Les principales confédérations syndicales représentaient les intérêts des travailleurs pendant les négociations collectives, en coopération avec les différents syndicats.

La plupart des travailleurs étaient employés dans le secteur de l'économie informelle et ne bénéficiaient d'aucune protection. Selon la Confédération des syndicats du Burundi, pratiquement aucun travailleur du secteur informel n'avait de contrat de travail écrit.

## **b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire**

La loi interdit la plupart des formes de travail forcé ou obligatoire, y compris celui des enfants. Les sanctions prévues pour traite aux fins de travail forcé étaient à la mesure de sanctions pour d'autres infractions graves, mais personne n'en avait été reconnu coupable depuis plus de cinq ans. Les interdictions pénales concernaient spécifiquement la traite des personnes et peuvent ne pas s'appliquer à toutes les formes de travail forcé. Le gouvernement n'a pas appliqué les lois en vigueur de manière efficace. Les ressources, inspections et actions correctives étaient insuffisantes. Les inspecteurs du travail étaient habilités à imposer des amendes à leur discrétion mais il n'a pas été fait état de poursuites ni de condamnations.

Des enfants et de jeunes adultes ont été contraints au travail forcé dans des plantations ou de petites fermes dans le sud, pour effectuer de petits travaux subalternes dans les mines d'or, pour ramasser des galets dans les cours d'eau pour la construction de bâtiments à Bujumbura ou pour travailler sur les bateaux de pêche ou dans le commerce informel dans les rues des grandes villes (voir la section 7.c.). Le travail forcé s'est également produit dans les services domestiques et la production de charbon.

Les Burundais devaient participer à des travaux communautaires tous les samedis matin de 8h30 à 10h30. Si l'application de cette obligation était rare, des rapports sporadiques ont indiqué que des administrateurs de communes avaient imposé des amendes aux résidents qui ne participaient pas à ces activités et des membres de l'Imbonerakure ou de la police ont parfois harcelé ou intimidé des non-participants.

Veillez également consulter le *Rapport du département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

## **c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi**

La loi n'interdit pas toutes les pires formes de travail des enfants. L'interdiction des travaux dangereux ne couvre pas toutes les formes de travail agricole dangereux et l'interdiction pénale d'employer des enfants dans les conflits armés ne s'appliquait pas aux mineurs de plus de 15 ans. La loi n'interdit pas l'emploi des enfants dans la production et le trafic de stupéfiants.

La loi dispose que les entreprises ne sont pas autorisées à employer des mineurs de moins de 16 ans, sauf exceptions autorisées par le ministère du Travail, mais elle

ne s'applique généralement pas aux enfants qui travaillent hors des relations de travail formelles. Parmi les exceptions figurent les travaux légers ou l'apprentissage, sous réserve qu'ils ne soient pas nuisibles à la santé ou au développement normal des enfants, ni de nature à porter préjudice à leurs études. Le ministre du Travail peut autoriser l'emploi d'enfants d'au moins 12 ans dans l'accomplissement de « travaux légers » comme la vente de journaux, la garde du bétail ou la préparation de nourriture. L'âge légal pour la plupart des travaux « non dangereux » s'étend de 16 à 18 ans. La loi interdit le travail de nuit des enfants et limite leur semaine de travail à 40 heures. Si la loi ne s'applique pas au secteur informel, le ministère du Travail a déclaré que l'emploi informel relève de sa compétence.

Le ministère du Travail est chargé d'assurer l'application des lois relatives au travail des enfants et il disposait de nombreux instruments à cette fin, y compris de sanctions pénales, d'amendes et d'ordonnances judiciaires. Néanmoins, il n'a pas veillé efficacement à l'application de la loi, principalement en raison du nombre insuffisant d'inspecteurs. En conséquence, le ministère ne faisait appliquer la loi que lorsqu'une plainte était déposée. Les sanctions prévues n'étaient pas à la mesure de celles prescrites pour d'autres infractions graves. Pendant l'année, les autorités n'ont pas fait état de cas de travail des enfants dans le secteur formel et elles n'ont pas mené d'enquêtes sur le travail des enfants dans le secteur informel.

En milieu rural, des enfants de moins de 16 ans, souvent chargés de contribuer à la subsistance de leur famille ainsi qu'à la leur, faisaient régulièrement de durs travaux manuels pendant la journée, y compris durant l'année scolaire, surtout dans l'agriculture. Dans ce secteur, les enfants pouvaient être contraints de porter de lourdes charges et d'utiliser des machines et des outils susceptibles d'être dangereux. Ils gardaient aussi les bovins et les chèvres, ce qui les exposait à des conditions climatiques rudes et les forçait à travailler avec de gros animaux ou des animaux dangereux. De nombreux enfants travaillaient dans le secteur informel, comme dans des entreprises familiales, la vente dans la rue et de petites briqueteries locales. Il y a eu des cas d'enfants employés comme mendiants, y compris d'enfants porteurs de handicap forcés à mendier. Le rapport de la Commission d'enquête du mois de septembre a également souligné l'enrôlement de force chez les Imbonerakure ou, dans le cas des jeunes enfants, chez les « aiglons » ou les « enfants de l'aigle » du CNDD-FDD.

Dans les zones urbaines, il était courant de voir des enfants travailler comme domestiques et, selon un sondage public datant de 2013-2014, ils représentaient plus de 40 % des enfants âgés de 13 à 15 ans dans le pays. Selon des rapports, un

nombre accru d'enfants twa s'étant vu promettre un emploi étaient transportés des zones rurales à Bujumbura pour ensuite être assujettis à l'exploitation. Les enfants domestiques étaient souvent isolés de tout contact avec l'extérieur. Certains étaient uniquement logés et nourris au lieu d'être rémunérés pour leur travail. Certains employeurs qui ne rémunéraient pas les enfants qu'ils employaient comme domestiques les accusaient de vol ; certains ont parfois été emprisonnés sur de fausses accusations. Les enfants travaillant comme domestiques pouvaient être obligés de travailler de longues heures ; ils étaient exploités sexuellement par certains de leurs employeurs, les filles étant touchées de manière disproportionnée par cette exploitation.

Veillez consulter également les Conclusions du département du Travail sur les pires formes de travail des enfants, à l'adresse suivante : <https://www.dol.gov/agencies/ilab/resources/reports/child-labor/findings>.

#### **d. Discrimination en matière d'emploi et de profession**

La loi n'interdit pas spécifiquement la discrimination à l'encontre de tout groupe mais prévoit l'égalité des droits. La Constitution reconnaît le droit des travailleurs à un salaire égal pour un travail égal, mais les femmes ont été victimes de discrimination en matière de rémunération et d'accès à l'égalité d'emploi et les autorités n'ont pas lancé de poursuites en cas d'infraction relative à cette égalité des droits. Les femmes ne pouvaient occuper certains emplois et un décret du gouvernement leur interdit de participer aux groupes de tambourinaires traditionnels.

Une grande part de l'activité économique du pays se situait dans le secteur informel qui, en général, n'offrait aucune protection. Selon certains, l'appartenance au parti au pouvoir était une condition préalable à l'emploi dans le secteur formel, public comme privé. Les membres de la minorité ethnique twa, qui dans de nombreux cas n'avaient pas de papiers officiels, étaient souvent exclus de l'emploi dans l'économie formelle. Les personnes atteintes d'albinisme ont subi des discriminations dans le domaine de l'emploi.

#### **e. Conditions de travail acceptables**

Le salaire minimum officiel, qui n'a pas changé depuis 1988, était inférieur au seuil officiel de pauvreté. Les salaires minimums pratiqués reflétant davantage les forces du marché du travail étaient inférieurs au seuil de pauvreté international.

Selon la Banque mondiale, 73 % de la population vivait en-deçà du seuil de pauvreté.

La loi limite la durée du travail à huit heures par jour et 40 heures par semaine, mais avec de nombreuses exceptions, comme pour les travailleurs des domaines de la sécurité nationale, du gardiennage résidentiel et des transports routiers. Les directives du ministère du Travail concernant les entreprises de sécurité privées autorisaient des semaines de travail de 72 heures pour les vigiles, formation exclue. Il n'existe pas de législation concernant les heures supplémentaires obligatoires mais la majoration des rémunérations pour toute heure supplémentaire est requise. Les travailleurs étrangers et migrants sont soumis aux mêmes conditions et aux mêmes lois que les ressortissants burundais.

Le Code du travail établit des normes adéquates de sécurité et de santé au travail, mais elles étaient rarement suivies. Par exemple, dans de nombreux nouveaux bâtiments en construction à Bujumbura, les travailleurs ne portaient pas de tenues de protection, comme des chaussures fermées, et les échafaudages étaient en perches de bois et en planches de taille et de largeur irrégulières.

Au sein du ministère du Travail, l'Inspection du travail est chargée de faire respecter les lois sur le salaire minimum et les heures de travail ainsi que la législation sur les normes de sécurité et la santé au travail. Les travailleurs ont le droit de se retirer de situations présentant un danger imminent sans risquer de perdre leur emploi.

Le gouvernement n'a pas fait respecter la loi de manière efficace et les sanctions n'étaient pas à la mesure de celles prévues pour des infractions similaires. Le mandat des inspecteurs du travail se limite au secteur formel, sauf quand des accords internationaux l'étendent à tous les emplois, mais plus de 90 % de la population active étaient employés dans le secteur informel et manquaient donc d'accès à des protections juridiques. Les inspecteurs ont le pouvoir de mener des inspections inopinées et d'imposer des sanctions. Le gouvernement n'a pas embauché suffisamment d'inspecteurs pour garantir le respect des dispositions en vigueur ni alloué de budget suffisant pour répondre aux besoins en la matière, comme pour la formation et les moyens de transport des inspecteurs.

Les infractions aux normes de sécurité auraient été fréquentes, mais il n'a été mené aucune enquête officielle, et il n'y a eu aucun signalement d'employeurs qui auraient enfreint ces normes ni de plaintes déposées auprès de l'Inspection du travail au cours de l'année. Le gouvernement n'a pas publié de données concernant

les décès sur les lieux de travail, mais les médias en ont signalé. Par exemple, en août, un incendie dans la société connue de fabrication de savon SAVONOR a fait trois morts et un blessé selon les médias. La police et la direction de la société n'ont pas fourni de détails supplémentaires concernant l'affaire.